

Dossier consolidé

Date de création : 24-07-2026

Projet de loi 8751

Projet de loi portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

Date de dépôt : 15-05-2026

Date de l'avis du Conseil d'État : 30-06-2026

Auteur(s) : Monsieur Gilles Roth, Ministre des Finances

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
15-05-2026	Déposé	20260721_Depot	<u>3</u>
30-06-2026	Avis du Conseil d'État	20260630_Avis_2	<u>44</u>
03-07-2026	Résumé du dossier	Résumé	<u>47</u>
03-07-2026	Rapport de commission(s) : Commission des Finances Rapporteur(s) : M. Maurice Bauer	20260703_RapportCommission	<u>49</u>
15-07-2026	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°156 Une demande de dispense du second vote a été introduite	20260715_BulletinPremierVote	<u>53</u>
15-07-2026	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°156 Une demande de dispense du second vote a été introduite	20260715_TexteVote	<u>56</u>
16-07-2026	Avis de chambre(s) professionnelle(s) : Chambre de Commerce	20260716_Avis	<u>58</u>
17-07-2026	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'État	20260717_AccordDispenseSecondVote	<u>62</u>

20260721_Depot

N° 8751
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PROJET DE LOI

**portant approbation de la participation du Grand-Duché de
Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources
de l'Association internationale de développement (AID-21)**

* * *

Document de dépôt

Dépôt: le 15.5.2026

*

Le Premier ministre,

Vu les articles 76 et 95, alinéa 1^{er}, de la Constitution ;

Vu l'article 10 du Règlement interne du Gouvernement ;

Vu l'article 58, paragraphe 1^{er}, du Règlement de la Chambre des Députés ;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État ;

Considérant la décision du Gouvernement en conseil du 15 mai 2026 approuvant sur proposition du Ministre des Finances le projet de loi ci-après ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le Ministre des Finances est autorisé à déposer au nom du Gouvernement à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID-21)

et à demander l'avis y relatif au Conseil d'État.

Art. 2. La Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement est chargée, pour le compte du Premier ministre et du Ministre des Finances, de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 15 mai 2026

Le Premier ministre

Luc FRIEDEN

Le Ministre des Finances

Gilles ROTH

*

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre du partenariat de longue date que le Grand-Duché de Luxembourg entretient avec les banques multilatérales de développement et vise à permettre la participation du Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale pour le développement (AID), guichet concessionnel du Groupe de la Banque mondiale.

La vingt-et-unième reconstitution des ressources (AID-21), couvrant la période de juillet 2025 à juin 2028, s'est conclue le 15 avril 2025 avec un volume record de près de 100 milliards de dollars américains, dépassant les 93 milliards mobilisés lors d'AID-20. Cette enveloppe sans précédent, la plus importante de l'histoire de l'AID, survient dans un contexte mondial marqué par l'incertitude économique, des crises de la dette et des chocs climatiques, et constitue une réponse concrète de solidarité internationale face à ces défis.

La contribution luxembourgeoise traduit la confiance du Gouvernement dans la capacité de l'AID à fournir une aide efficace, rapide et adaptée aux besoins des pays les plus pauvres. Elle reflète également la volonté du Luxembourg de maintenir un engagement soutenu envers les institutions multilatérales de développement, dont la valeur ajoutée réside dans les économies d'échelle, la coordination internationale, les synergies opérationnelles et l'appropriation renforcée par les pays partenaires.

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'AID. Afin de maintenir la part relative traditionnellement assumée par le Luxembourg, soit 0,21 % de l'enveloppe totale, une contribution à hauteur de 75,95 millions d'euros est envisagée (soit 82,29 millions de dollars américains, selon le taux de change convenu lors des discussions sur la reconstitution des ressources de l'AID-21).

L'Association internationale pour le développement

L'Association internationale pour le développement (AID) constitue le guichet du Groupe de la Banque mondiale spécifiquement destiné aux pays à faible revenu. Elle a pour finalité statutaire de réduire la pauvreté en accordant des crédits à des conditions hautement concessionnelles ainsi que des dons permettant de soutenir des programmes visant à stimuler la croissance économique, réduire les inégalités et améliorer les conditions de vie.

Depuis sa création en 1960, l'institution a engagé un cumul de 536,7 milliards de dollars américains au bénéfice de 115 pays. Une trentaine d'entre eux ont, depuis lors, atteint un niveau de développement leur ayant permis de sortir du groupe des pays bénéficiaires, certains devenant eux-mêmes donateurs. L'AID est supervisée par ses 175 pays actionnaires, qui composent le Conseil des gouverneurs. Ses activités sont administrées par le personnel opérationnel de la Banque, et par les États et les organes d'exécution dans les pays où elle finance des projets de développement. L'AID a toujours été principalement financée par les contributions des États membres. Sauf exceptions, les donateurs se réunissent tous les trois ans afin de procéder à la reconstitution des ressources et de définir les orientations stratégiques de l'Association.

L'action de l'AID complète celle de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et couvre un large éventail de secteurs essentiels : éducation primaire, santé de base, accès à l'eau potable et à l'assainissement, agriculture, infrastructures, amélioration du climat des affaires, réformes institutionnelles. Elle constitue la principale source de financement des services sociaux de base dans les 78 pays les plus pauvres de la planète, dont 40 situés en Afrique.

Les financements octroyés par l'AID se caractérisent par leur dimension hautement concessionnelle : faibles taux d'intérêt, maturités pouvant atteindre 25 à 60 ans et octroi étendu de dons, en particulier en faveur des pays les plus exposés au risque de surendettement. L'AID contribue également à l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

L'AID joue un rôle déterminant dans l'appui aux politiques publiques des pays partenaires, par le biais tant de financements concessionnels que d'analyses, études sectorielles et conseils stratégiques. Elle contribue à la formulation des politiques de réduction de la pauvreté, à la gestion de la dette publique, ainsi qu'au renforcement des cadres institutionnels et réglementaires.

Un mécanisme spécifique, la « Crisis Response Window » (CRW), permet à l'AID de fournir des interventions rapides en cas de crises majeures. Ce mécanisme a été mobilisé à de multiples reprises,

notamment lors des famines en Afrique de l'Est et au Yémen, à la suite des tremblements de terre en Haïti (2010) et au Népal (2015), durant l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest et dans le cadre de la réponse d'urgence à la pandémie de COVID-19, pour laquelle jusqu'à 1,3 milliard de dollars américains ont été déployés.

La vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'AID (AID-21)

La vingt-et-unième reconstitution des ressources (AID-21), couvrant la période de juillet 2025 à juin 2028, s'est conclue le 15 avril 2025 avec un volume record de près de 100 milliards de dollars américains, dépassant les 93 milliards mobilisés lors d'AID-20. Le paquet de 100 milliards de dollars américains a été rendu possible grâce aux contributions de 59 pays donateurs, totalisant près de 24 milliards de dollars américains, complétées par des fonds levés sur les marchés des capitaux, par le réinvestissement des remboursements de prêts et par les ressources internes de la Banque mondiale.

Le thème retenu pour cette reconstitution est : « Éliminer la pauvreté sur une planète vivable : produire de toute urgence des résultats concrets et ambitieux ».

AID-21 repose sur cinq domaines prioritaires d'intervention (développement humain ; prospérité ; préservation de la planète ; infrastructures ; transformation numérique) et quatre axes transversaux (genre ; emploi ; investissement privé ; fragilité, conflits et violence). Les objectifs opérationnels consistent notamment à :

- renforcer les investissements dans le développement humain, en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la protection sociale ;
- intensifier l'action climatique, notamment en matière d'adaptation, de biodiversité et de transition juste ;
- améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau ;
- consolider les capacités institutionnelles, y compris en matière de mobilisation des ressources intérieures et de gestion de la dette ;
- soutenir le développement de l'énergie, des infrastructures et des services urbains ;
- élargir l'accès à la connectivité numérique et aux services digitaux ;
- favoriser le développement des marchés de capitaux.

Les activités opérationnelles de l'AID sont complétées par des études analytiques qui éclairent la conception des politiques de réduction de la pauvreté. L'AID conseille les gouvernements sur les moyens à mettre en œuvre pour diversifier la croissance économique et protéger les plus démunis des chocs économiques. Le personnel de l'AID se concerte également avec des organisations de la société civile (OSC), des fondations et des groupes de réflexion du monde entier lors de l'élaboration de ses cadres d'action.

L'AID aide en outre les pays à gérer leur dette et a coordonné, au fil des années, l'allègement de la dette des pays pauvres. Grâce à une nouvelle politique de la dette, appelée « Politique de financement du développement durable », l'AID accompagne les pays dans le renforcement de la transparence, de la gestion de la dette et de la viabilité budgétaire.

Participation du Luxembourg

Le présent projet de loi, en approuvant la participation financière du Grand-Duché à AID-21, permettra de concrétiser l'engagement pris par le Luxembourg lors de la session de reconstitution et maintient la contribution active de notre pays à l'effort collectif international visant à éradiquer l'extrême pauvreté et à promouvoir un développement durable et inclusif, conformément aux engagements internationaux et nationaux.

Depuis la création de l'AID, le Luxembourg a pris part aux reconstitutions antérieures, dont la dernière à hauteur de 61,21 millions d'euros, sanctionnée par la loi du 22 décembre 2023 portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-20).

Compte tenu du rôle central que l'AID joue dans l'architecture internationale du développement et de la multiplication des défis globaux, il est proposé que le Luxembourg participe à la reconstitution de l'AID-21 à hauteur de sa quote-part de 0,21 % de l'enveloppe totale, correspondant aux nombre d'actions traditionnellement allouées au Luxembourg par l'actionnariat soit 75,95 millions d'euros.

Fin 2025, le total des contributions engagées à l'AID s'élève à près de 536,7 millions de dollars américains ; ce montant tient également compte des contributions à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Les contributions successives du Luxembourg se présentent comme suit :

<i>Année</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant (millions)</i>	<i>Suppléments (millions)</i>	<i>Total (millions)</i>
Souscription initiale +	3 février 1964	0,38 USD	/	0,75 USD
IDA-1		0,37 USD		
IDA-2	26 mai 1967	0,60 USD	/	0,60 USD
IDA-3	30 mai 1972	1,20 USD	/	1,20 USD
IDA-4	24 mars 1975	2,25 USD	/	2,25 USD
IDA-5	31 décembre 1976	3,60 USD	/	3,60 USD
IDA-6	8 novembre 1980	6,00 USD	0,50 USD	6,50 USD
IDA-7	27 février 1987	4,50 USD	/	4,50 USD
IDA-8	15 novembre 1988	5,75 USD	/	5,75 USD
IDA-9	27 février 1991	5,85 DTS	/	5,85 DTS
IDA-10	24 février 1994	6,50 DTS	0,50 DTS	7,00 DTS
IDA-11	14 mai 1997	8,05 DTS	0,95 DTS	9,00 DTS
IDA-12	9 juin 1999	8,64 DTS	/	8,64 DTS
IDA-13	10 novembre 2003	14,38 EUR	/	14,38 EUR
IDA-14	30 mars 2006	28,83 EUR	/	28,83 EUR
IDA-15	19 décembre 2008	40,27 EUR	/	40,27 EUR
IDA-16	26 mars 2012	48,95 EUR	0,74 EUR	49,69 EUR
IDA-17	15 novembre 2015	50,40 EUR	/	50,40 EUR
IDA-18	6 juin 2018	56,45 EUR	/	56,45 EUR
IDA-19	10 juillet 2020	61,07 EUR	/	61,07 EUR
IDA-20	22 décembre 2023	61,21 EUR	/	61,21 EUR

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Nous GUILLAUME, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Le Conseil d'État entendu ;

Vu l'adoption par la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du ... et celle du Conseil d'État du ... portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article 1^{er}.

Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 75 950 000 euros à la vingt-et-unième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID), conformément à la résolution n° 255 adoptée le 15 avril 2025 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement (AID).

Article 2.

La présente loi entre en vigueur le 15 novembre 2026.

*

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION
BOARD OF GOVERNORS

RESOLUTION No. 255

Additions to Resources: Twenty-First Replenishment

WHEREAS:

- (A) The Executive Directors of the International Development Association (the “Association”) have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to Authorize a replenishment of resources for new financing commitments for the period from July 1, 2025 to June 30, 2028 (the “Twenty-First Replenishment”) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, “Additions to Resources: Twenty-First Replenishment – Ending Poverty on a Livable Planet: Delivering Impact with Urgency and Ambition,” (the “Report”), approved by the Executive Directors on February 20, 2025 (modified on March 17, 2025), and submitted to the Board of Governors;
- (B) The members of the Association agree that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;
- (C) Additional subscriptions are to be authorized: for members of the Association that have expressed their intention, subject to any necessary legislative authorization, to make available additional resources to the Association, and for other members of the Association pursuant to the provisions of Article III, Section 1(c) of the Articles of Agreement of the Association (the “Articles”) to give each such member an opportunity to subscribe, under such conditions as shall be reasonably determined by the Association, an amount which will enable it to maintain its relative voting power;
- (D) Recipient Members (as defined in paragraph 12(a) below) are to receive additional votes to enhance Recipients’ voice, on the basis of the agreement of Non-Recipient Members (as defined in paragraph 12(b) below) and Interstitial Non-Recipient Members (as defined in paragraph 12(a) below) to waive their rights under Article III, Section 1(c) of the Articles;
- (E) It is desirable to provide for a portion of resources to be subscribed by members to be paid to the Association as advance subscriptions;
- (F) Additional subscriptions are to be authorized for members to provide compensation for the Association’s debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative; and to reflect the grant element of (i) concessional and subordinated loans made by members to the Association, and (ii) guarantees provided by members to the Association;
- (G) The Executive Directors of the Association have authorized the borrowing of concessional loans (each a “Concessional Partner Loan” or “CPL”) and of subordinated loans (each a “Member Purchased Hybrid Capital Instrument” or “MPHC”) from members in the currencies and on the terms and conditions as approved by the Executive Directors and it is intended that the grant element of the CPLs and MPHCs will form part of the member’s subscriptions hereunder;
- (H) The Executive Directors of the Association have also authorized the acceptance of guarantees from members under a portfolio guarantee platform (each a “Portfolio Guarantee” or PG) in the currencies and on the terms and conditions as approved by the Executive Directors, and it is intended that the grant element of the PG pledges will form part of the member’s subscriptions hereunder, on such terms as may be determined by the Association;
- (I) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants, guarantees, equity investments, and the intermediation of risk management products in addition to loans; and
- (J) It is desirable to administer any remaining funds from the Twentieth Replenishment as part of the Twenty-First Replenishment.

NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS the Report as approved by the Executive Directors, **NOTES** its conclusions and recommendations, **AND RESOLVES THAT** a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

1. Authorization of Subscriptions under the Twenty-First Replenishment.

- (a) The Association is authorized to accept additional resources from each member in the amounts and in the currencies specified for each such member in Columns 5, 6 and 9 of Table 1A-SDR attached to this Resolution.
 - (i) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions from members to compensate the Association for the Association's debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative in the amounts and as specified in Column 9 of Table 1A-SDR attached to this Resolution.
 - (ii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions from members reflecting the grant element of a PG in the amounts specified in Column 6 of Table 1ASDR attached to this Resolution.
- (b) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no subscription is specified in Table 2 and additional subscriptions from members incremental to the amounts specified for each such member in Table 1A and 1B. The Association is authorized to accept additional subscriptions from members reflecting the grant element of a CPL or a MPHIC in the amounts and terms as may be agreed by the Association.
- (c) The rights and obligations of the Association and the members that make available additional resources to the Association pursuant to paragraph 3(b) below in respect of the authorized subscriptions in paragraphs (a) and (b) above will be the same (except as otherwise provided in this Resolution) as those applicable to the ninety percent portion of the initial subscriptions of original members payable under Article II, Section 2(d) of the Articles by members listed in Part I of Schedule A of the Articles.

2. Agreement to Pay.

- (a) When a member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an Instrument of Commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution ("Instrument of Commitment") and with respect to:
 - (i) its subscription for debt forgiveness under the HIPC Debt Initiative, a member will either include such subscription in an Instrument of Commitment or make a Debt Relief Transfer Contribution, as defined and specified in paragraph 9(a) of this Resolution; and
 - (ii) a CPL, a MPHIC or a PG, a member will enter into written agreement(s) in such form as may be acceptable to the Association.
- (b) When a member that is referred to in paragraph 3(b) below agrees to pay the first part of its subscription without qualification and the other part is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit (other than in respect of the grant element of a CPL, a MPHIC or a PG) a qualified Instrument of Commitment in a form acceptable to the Association ("Qualified Instrument of Commitment") and such member:
 - (i) undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription by the payment dates set out in paragraph 3(b) of this Resolution; and
 - (ii) agrees that, upon obtaining such approvals, it will notify the Association that any parts of its Qualified Instrument of Commitment have become unqualified.

3. Payment Timeline.

- (a) Each Recipient Member and Interstitial Non-Recipient Member that agrees to subscribe only up to an amount necessary to enable it to maintain its relative voting power, will pay such amount to the Association in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment; provided that if the Twenty-First Replenishment shall not have become effective by December 15, 2025, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 6(a) of this Resolution.
- (b) A member, other than such members referred to in paragraph 3(a) above, that agrees to subscribe to an amount and that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment, will pay to the Association the amount of its subscription in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date or as agreed with the Association, January 15, 2027, and January 15, 2028; provided that:
 - (i) the Association and each member may agree to earlier payment;

- (ii) if the Twenty-First Replenishment shall not have become effective by December 15, 2025, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Twenty-First Replenishment becomes effective;
- (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment; and
- (iv) if any member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.
- (c) If a member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment, or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.
- (d) Each member that makes a subscription through the grant element of a CPL or a MPHC will pay to the Association the amount of the loan in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, January 15, 2027, and January 15, 2028, or as agreed with the Association.
- (e) Each member that makes a subscription through the grant element of a PG will pay to the Association the applicable guaranteed amount pursuant to the terms agreed under the PG.

4. Mode of Payment.

- (a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member:
 - (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or
 - (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be nonnegotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.
- (b) The Association will encash notes or similar obligations of the members referred to in paragraph 3(b) above, on an approximately pro rata basis among such members, in accordance with the encashment schedule set out in Attachment II to this Resolution, or as agreed between a member and the Association. With respect to a member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.
- (c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution as may be applicable.

5. Currency of Denomination of Payments.

- (a) Members that provide the amount of their subscriptions pursuant to paragraph 3(a) above will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association. Payments will be made in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.
- (b) Members that provide the amount of their subscriptions pursuant to paragraph 3(b) above will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the currency of the member if freely convertible, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten percent per annum on average in the period 2020-2022, as determined by the Association, its subscription will be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association. Payments will be made in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as required for its operations.
- (c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived therefrom as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.

- (d) The provisions of Article IV, Section 2 of the Articles with respect to maintenance of value will not be applicable.
- (e) Notwithstanding the foregoing provisions of this paragraph, a member that makes a subscription through the grant element of a CPL, a MPHC or a PG will denominate and make payment of such CPL, MPHC or PG in SDRs or any other currencies approved by the Executive Directors and as defined in their respective loan agreements or guarantee agreements.

6. Effective Date.

- (a) The Twenty-First Replenishment will become effective and the resources to be subscribed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the “Effective Date”) when the members referred to in paragraph 3(b) above, whose subscriptions aggregate not less than SDR10,740 million shall have deposited with the Association Instruments of Commitment, Qualified Instruments of Commitment, Debt Relief Transfer Notifications (as defined in paragraph 9(b) of this Resolution) or duly executed agreements for CPLs, MPHCs or PGs, provided that this date shall be not later than December 15, 2025, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.
- (b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.
- (c) In order to avoid an interruption in the Association’s ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Twenty-First Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, to use one third of the agreed Replenishment amount, for grants, loans, guarantees, equity investments and risk management products.

7. Advance Subscriptions.

- (a) In order to avoid an interruption in the Association’s ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Twenty-First Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription for which
 - (i) an Instrument of Commitment has been deposited with the Association;
 - (ii) a Debt Relief Transfer Notification (as defined in paragraph 9(b) of this Resolution) has been received by the Association; or
 - (iii) a duly executed agreement for a CPL, MPHC or PG has been received by the Association;
 as an “Advance Subscription” to use for grants, loans, guarantees, equity investments and risk management products, unless the member referred to in paragraph 3(b) above specifies otherwise in its Instrument of Commitment, Debt Relief Transfer Notification, or agreements for CPL, MPHC or PG.
- (b) The Association shall specify when Advance Subscriptions pursuant to paragraph 7(a) are to be paid to the Association.
- (c) The terms and conditions applicable to subscriptions to the Twenty-First Replenishment shall apply also to Advance Subscriptions until the Effective Date, when such subscriptions shall be deemed to constitute payment towards the amount due from each member referred to in paragraph 3(b) above, for its subscription.
- (d) In the event that the Twenty-First Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 6(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Subscription as if it had been made as a subscription under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Subscription will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.

8. Authority to Use Subscription.

- (a) Subscriptions will become available for use by the Association for financing to eligible recipients upon receipt of the Instruments of Commitment and after the Effective Date, provided that Advance Subscriptions may become available earlier under paragraph 7(a) of this Resolution.

- (b) Any qualified part of a subscription notified under a Qualified Instrument of Commitment will become available for use by the Association for financing when the Association has been notified, pursuant to paragraph 2(b) (ii) of this Resolution, that such parts have become unqualified.
- (c) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Twenty-First Replenishment become available for commitment by the Association.

9. HIPC Subscriptions.

- (a) Members making an additional subscription to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Relief Initiative, will do so either: (i) through an additional subscription to the Association's regular resources (a "Debt Relief Additional Subscription") or (ii) through a creditor-specific contribution for the benefit of the Association to the HIPC window of the Debt Relief Trust Fund ("Debt Relief Transfer Contribution").
- (b) Members making a Debt Relief Transfer Contribution will either (i) enter into a Contribution Agreement with the Association as administrator of the Debt Relief Trust Fund; or (ii) for members that are already current contributors to the Debt Relief Trust Fund, send to the Association a notice of additional contribution or allocation to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund (each a "Debt Relief Transfer Notification"). Such Debt Relief Transfer Notification will provide for a contribution to be made to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund in the amount set forth in Column 9 of Table 1A-SDR to this Resolution, to be payable in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, January 15, 2027, and January 15, 2028; provided that the Association and each member may agree to earlier payment.
- (c) When any amount of a Debt Relief Transfer Contribution is paid to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative, such amount of the Debt Relief Transfer Contribution will be treated as a subscription under the Twenty-First Replenishment.

10. Authorization of Grants, Guarantees, Equity Investments and Risk Intermediation.

The Association is hereby authorized to provide financing under the Twenty-First Replenishment in the form of grants and guarantees, equity investments and through the intermediation of risk management products.

11. Administration of IDA20 Funds under the Twenty-First Replenishment.

- (a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Twentieth Replenishment will be administered under the Twenty-First Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Twentieth Replenishment.
- (b) Pursuant to Article V, Section 2(a) (i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 11(a) above, and funds derived therefrom as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants, guarantees, equity investments and through the intermediation of risk management products under the terms, conditions and policies applicable under the Twenty-First Replenishment.

12. Allocation of Voting Rights under the Twenty-First Replenishment. On the basis of the IDA Voting Rights Framework approved on March 31, 2022, by Resolution No. 248, voting rights shall be allocated to members for subscriptions under the Twenty-First Replenishment, in addition to their current voting rights, as follows:

- (a) (i) (1) Each member that is determined to be eligible to receive financing from the Association on or about July 1 immediately preceding the date of submission of this Resolution to the Board of Governors but excluding members that are proposed to graduate from the Association during the Twenty-First Replenishment ("Recipient Member") and (2) each member that is not a Recipient Member but was eligible to receive financing from the Association any time during the period covered by the Sixteenth Replenishment through the Twentieth Replenishment ("Interstitial Non-Recipient Member") that agrees to subscribe only up to an amount necessary to enable it to maintain its relative voting power and has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a CPL, a MPHC or a PG which are allocated as per

subparagraph (d), (e) and (f) below) shall be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 3(a) of this Resolution on the basis of one additional vote for each \$25 of its additional subscription authorized by the Association for such member to enable it to maintain its relative voting power.

- (ii) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member that agrees to subscribe to an amount exceeding such amount necessary to enable it to maintain its relative voting power and has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a CPL, a MPHC or a PG which are allocated as per subparagraph (d), (e) and (f) below) shall be allocated one-third the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 3(b) of this Resolution on the basis of:
 - (A) one additional vote for each \$25 of its additional subscription authorized by the Association for such member to enable it to maintain its relative voting power; and
 - (B) one additional vote for each \$17,670 of its additional subscription authorized in excess of the amount in subparagraph (A) above.
- (iii) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member referred to in subparagraph (i) above shall be allocated the additional membership votes specified in Column d-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (iv) Each Recipient Member and each Interstitial Non-Recipient Member referred to in subparagraph (ii) above shall be allocated the additional membership votes specified in Column d-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one-third of its subscription votes.
- (v) Each Recipient Member shall be allocated the additional votes ("Recipient Boost Votes") specified in Column b-1 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (b) Each member that is not a Recipient Member or an Interstitial Non-Recipient Member ("Non-Recipient Member") that has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a CPL, a MPHC or a PG) shall be allocated one-third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 3(b) of this Resolution on the basis of one additional vote for each \$17,670 of its additional subscription. Each such member shall be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one-third of its subscription votes.
- (c) Each member that has made a Debt Relief Transfer Contribution will be allocated a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column c-2 of Table 2 from time to time and at least semi-annually following payment of any amount of its Debt Relief Transfer Contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative.
- (d) Each member that has provided a CPL will be notified by the Association of the grant element determined by the Association with respect to the CPL and will be allocated, in respect of the applicable grant element, a proportionate share of the subscription votes specified for such member by the Association from time to time following payment to the Association of the CPL.
- (e) Each member that has provided an MPHC will be notified by the Association of the grant element determined by the Association with respect to the MPHC and will be allocated, in respect of the applicable grant element, a proportionate share of the subscription votes specified for such member in by the Association from time to time following payment to the Association of the MPHC. If the MPHC is converted into a member subscription, each participating member would receive additional subscription votes in accordance with the terms of the relevant agreement.
- (f) Each member that has provided a PG in the amount provided in Table 1B will be notified by the Association of the grant element determined by the Association with respect to the PG and will be allocated, in respect of the applicable grant element, a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column c-2 from Table 2 from time to time

following payment to the Association of the PG. If payments under the PG exceed the proportionate share of the subscription votes specified in Column c-2 of Table 2, such member would receive additional subscription votes in accordance with the terms of the agreement.

- (g) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription.
- (h) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, within 31 days of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
- (i) If a member fails to pay any amount of its subscription when due, or fails to pay when due any amount of (or due in connection with) a CPL, a MPHC or a PG, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Twenty-First Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in the net present value of such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in the net present value of such payments causing such adjustment is subsequently made up.
- (j) If a member makes available, on or after the date this Resolution is adopted by the Board of Governors, additional resources to the Association in the form of subscriptions, pursuant to the authorization to the Association under the respective resolutions for any replenishment from the Eleventh Replenishment through to the Twentieth Replenishment to accept additional resources from any member (i) for which no contribution is specified under such resolutions, or (ii) incremental to the amounts specified for such member in such resolutions, such member shall be allocated voting rights, and other members shall have the opportunity to exercise their preemptive right, in respect of this additional subscription, in accordance with the IDA Voting Rights Framework and the provisions of this paragraph 12.

(Adopted on April 15, 2025)

*Table 1A-SDR. Donor Subscriptions to the Twenty-First Replenishment
(Amounts in SDR millions)*

Contributing Members	Total Donor Contributions ^{1/}		Basic Contribution				Supplemental Contribution	HIPC Costs		Net Share ^{7/}	Net Share (Illustrative Reference) ^{7/}
					of which						
					Grant	Grant Element of Portfolio Guarantee					
	Gross Share ^{4/}	Amount	Share ^{5/}	Amount	Amount	Amount	Amount	Share ^{6/}	Amount		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Algeria	0.08%	24.14	0.08%	24.14	24.14	-	-	0.00%	-	0.13%	0.12%
Argentina 2/	0.04%	11.01	0.04%	10.40	10.40	-	-	0.20%	0.61	0.06%	0.06%
Armenia	0.00%	0.91	0.00%	0.91	0.91	-	-	0.00%	-	0.01%	0.00%
Australia	1.13%	329.00	1.12%	324.11	324.11	-	-	1.61%	4.90	1.84%	1.65%
Austria	1.38%	401.89	1.38%	399.27	399.27	-	-	0.86%	2.62	2.25%	2.01%
Brazil	0.26%	75.34	0.25%	73.30	73.30	-	-	0.67%	2.04	0.42%	0.38%
Canada	3.09%	903.46	3.08%	890.87	890.87	-	-	4.14%	12.59	5.05%	4.52%
China	3.87%	1,131.62	3.91%	1,131.31	1,131.31	-	-	0.10%	0.30	6.32%	5.66%
Croatia	0.02%	4.90	0.02%	4.90	4.90	-	-	0.00%	-	0.03%	0.02%
Cyprus	0.02%	5.85	0.02%	5.80	5.80	-	-	0.02%	0.06	0.03%	0.03%
Czechia	0.05%	15.63	0.05%	15.45	15.45	-	-	0.06%	0.18	0.09%	0.08%
Denmark	1.24%	361.59	1.24%	357.91	357.91	-	-	1.21%	3.68	2.02%	1.81%
Egypt, Arab Rep. of	0.02%	5.26	0.02%	5.23	5.23	-	-	0.01%	0.03	0.03%	0.03%
Estonia 2/	0.02%	4.95	0.02%	4.91	4.91	-	-	0.01%	0.03	0.03%	0.02%
Finland	0.28%	82.93	0.28%	80.93	80.93	-	-	0.66%	2.00	0.46%	0.41%
France	3.47%	1,015.23	3.44%	995.10	936.20	58.90	-	6.62%	20.12	5.67%	5.08%
Georgia	0.01%	1.83	0.01%	1.83	1.83	-	-	0.00%	-	0.01%	0.01%
Germany 2/	4.54%	1,326.24	4.47%	1,291.67	1,291.67	-	-	11.37%	34.57	7.41%	6.63%
Hungary	0.06%	17.53	0.06%	17.35	17.35	-	-	0.06%	0.18	0.10%	0.09%
Iceland 2/	0.05%	13.72	0.04%	12.15	12.15	-	1.47	0.03%	0.09	0.08%	0.07%
India	0.72%	209.77	0.72%	208.73	208.73	-	-	0.34%	1.03	1.17%	1.05%
Indonesia	0.08%	22.63	0.08%	22.47	22.47	-	-	0.05%	0.16	0.13%	0.11%
Ireland	0.40%	115.58	0.40%	114.96	114.96	-	-	0.20%	0.61	0.65%	0.58%
Israel	0.08%	24.23	0.08%	23.88	23.88	-	-	0.11%	0.34	0.14%	0.12%
Italy	2.05%	599.14	2.03%	587.59	587.59	-	-	3.80%	11.55	3.35%	3.00%
Japan	7.16%	2,091.27	7.06%	2,042.63	2,042.63	-	-	16.00%	48.64	11.68%	10.46%
Korea	1.60%	467.80	1.60%	463.24	463.24	-	-	1.50%	4.56	2.61%	2.34%
Kosovo	0.00%	1.06	0.00%	1.06	1.06	-	-	0.00%	-	0.01%	0.01%
Kuwait	0.20%	57.81	0.20%	57.36	57.36	-	-	0.15%	0.44	0.32%	0.29%
Latvia 2/	0.03%	8.68	0.03%	8.64	8.64	-	-	0.01%	0.03	0.05%	0.04%
Lithuania 2/	0.03%	9.61	0.03%	9.59	9.59	-	-	0.01%	0.02	0.05%	0.05%
Luxembourg	0.21%	62.08	0.21%	61.50	61.50	-	-	0.19%	0.58	0.35%	0.31%
Malaysia	0.02%	6.79	0.02%	6.56	6.56	-	-	0.08%	0.23	0.04%	0.03%
Netherlands	2.62%	764.26	2.61%	755.53	755.53	-	-	2.87%	8.73	4.27%	3.82%
New Zealand	0.10%	29.70	0.10%	29.30	29.30	-	-	0.13%	0.40	0.17%	0.15%
Nigeria 2/	0.08%	22.01	0.08%	21.86	21.86	-	-	0.05%	0.15	0.12%	0.11%
North Macedonia	0.01%	1.52	0.01%	1.52	1.52	-	-	0.00%	-	0.01%	0.01%
Norway	1.21%	353.22	1.20%	348.11	348.11	-	-	1.68%	5.11	1.97%	1.77%
Pakistan	0.07%	21.12	0.07%	21.12	21.12	-	-	0.00%	-	0.12%	0.11%
Philippines	0.02%	5.07	0.02%	4.97	4.97	-	-	0.03%	0.10	0.03%	0.03%
Poland	0.11%	30.68	0.11%	30.59	30.59	-	-	0.03%	0.09	0.17%	0.15%
Portugal	0.05%	15.06	0.05%	14.95	14.95	-	-	0.04%	0.11	0.08%	0.08%
Romania 2/	0.02%	4.90	0.02%	4.90	4.90	-	-	0.00%	-	0.03%	0.02%
Saudi Arabia	1.81%	528.07	1.82%	526.77	526.77	-	-	0.43%	1.31	2.95%	2.64%
Singapore	0.22%	64.28	0.22%	63.84	63.84	-	-	0.14%	0.44	0.36%	0.32%
Slovak Republic	0.01%	2.92	0.01%	2.89	2.89	-	-	0.01%	0.03	0.02%	0.01%
Slovenia	0.02%	5.85	0.02%	5.76	5.76	-	-	0.03%	0.09	0.03%	0.03%
South Africa 2/	0.03%	9.98	0.03%	9.10	9.10	-	0.69	0.06%	0.20	0.06%	0.05%
Spain	1.12%	326.95	1.11%	320.90	320.90	-	-	1.99%	6.05	1.83%	1.64%
Sweden	2.00%	584.10	1.99%	575.32	575.32	-	-	2.89%	8.79	3.26%	2.92%
Switzerland	1.69%	494.68	1.69%	487.69	487.69	-	-	2.30%	6.99	2.76%	2.47%
Thailand	0.03%	8.77	0.03%	8.72	8.72	-	-	0.01%	0.04	0.05%	0.04%
Türkiye	0.04%	10.64	0.04%	10.64	10.64	-	-	0.00%	-	0.06%	0.05%
United Kingdom 8/	6.50%	1,900.72	6.46%	1,866.70	1,866.70	-	-	11.19%	34.02	10.62%	9.51%
United States 9/		*									
Total Pledges Received		14,593.95									
Expected Pledges 10/	11.31%	Up to 3,305.59								18.47%	16.54%
Sub-total Contributing Members		Up to 17,899.54		14,366.94	14,308.04	58.90	2.16		224.85	100.00%	89.54%
Additional financing ^{3/}	0.45%	Up to 132.54									
Total		Up to 18,032.08									

- 1/ Contribution may be subject to government and/or parliamentary approval.
- 2/ Includes an increase in donor's total contribution achieved through accelerated encashments.
- 3/ Represents the investment income estimated to be generated by using a regular encashment profile of 9 years vs. an 11-year profile.
- 4/ Gross shares are calculated using the target amount of SDR 29,219.78 million (equivalent to US\$38,733.16 million). This figure is derived by grossing up the IDA21 targeted funding volume of US\$26.5 billion by the carried-forward prevailing gap of 31.53 percent. With IDA21 donors' total shares not adding to 100 percent of target, the resulting structural gap is 38.29 percent.
- 5/ Basic shares are calculated using the target amount of SDR 28,915.78 million (equivalent to US\$38,330.18 million). This figure is derived as explained in footnote 4 and subtracting the total HIPC cost for IDA21 of SDR 304.00 million (US\$402.98 million).
- 6/ HIPC contributions are calculated by applying HIPC shares agreed by donors in the past replenishments, unless otherwise indicated by an individual donor, to the total HIPC cost for IDA21 of SDR 304.00 million (equivalent to US\$402.98 million).
- 7/ "Net Share" represents individual donor contribution as a percentage share of the actual sum of all donor contributions which total US\$23,727.27 million. "Net Share (Illustrative Reference)" reflects individual donor contribution as a percentage share of the target donor contribution of US\$26.5 billion.
- 8/ Pledge amount is currently under review.
- 9/ Pledge is currently under review.
- 10/ Pledges expected include those from donors whose pledges are under review as well as those from donors whose internal authorizations/budget processes are not sufficiently advanced to allow confirming the contribution amounts at this time.

*Table 1A-CoC. Donor Subscriptions to the Twenty-First Replenishment
(Amounts in Currency of Contribution (CoC), millions)*

Contributing Members	Total Donor Contributions ^{1/}				Basic Contribution			Supplemental Contribution	HIPC Costs	FX Rates
	Currency of Contribution ^{2/}	Amount ^{3/}	Acceleration Credit	Grant Element	Amount	of which				
						Grant Element	Grant Element of Portfolio Guarantee			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	Amount ^{3/}	Amount	Amount	Amount	(SDR/CoC)	
Algeria	USD	32.00	-	-	32.00	32.00	-	-	-	1.32558
Argentina	USD	12.50	2.09	-	11.69	11.69	-	-	0.81	1.32558
Armenia	SDR	0.91	-	-	0.91	0.91	-	-	-	1.00000
Australia	AUD	660.00	-	-	650.18	650.18	-	-	9.82	2.00605
Austria	EUR	491.68	-	-	488.48	488.48	-	-	3.20	1.22343
Brazil	BRL	528.00	-	-	513.73	513.73	-	-	14.27	7.00848
Canada	CAD	1,636.04	-	-	1,613.25	1,613.25	-	-	22.79	1.81087
China	CNY	10,835.96	-	-	10,833.05	10,833.05	-	-	2.91	9.57563
Croatia	EUR	6.00	-	-	6.00	6.00	-	-	-	1.22343
Cyprus	EUR	7.16	-	-	7.09	7.09	-	-	0.07	1.22343
Czechia	USD	20.72	-	-	20.48	20.48	-	-	0.24	1.32558
Denmark	DKK	3,300.00	-	-	3,266.43	3,266.43	-	-	33.57	9.12634
Egypt, Arab Rep. of	USD	6.97	-	-	6.93	6.93	-	-	0.04	1.32558
Estonia	EUR	5.40	0.65	-	5.36	5.36	-	-	0.04	1.22343
Finland	EUR	107.00	-	-	104.55	104.55	-	-	2.45	1.22343
France	EUR	1,170.00	-	72.06	1,217.44	1,145.38	72.06	-	24.62	1.22343
Georgia	USD	2.42	-	-	2.42	2.42	-	-	-	1.32558
Germany	EUR	1,617.93	4.63	-	1,575.64	1,575.64	-	-	42.29	1.22343
Hungary	HUF	8,424.76	-	-	8,337.11	8,337.11	-	-	87.65	480.53698
Iceland	ISK	2,247.00	269.72	-	2,230.27	2,230.27	-	269.72	16.73	183.50019
India	INR	23,210.83	-	-	23,096.38	23,096.38	-	-	114.45	110.65075
Indonesia	USD	30.00	-	-	29.79	29.79	-	-	0.21	1.32558
Ireland	EUR	141.40	-	-	140.65	140.65	-	-	0.75	1.22343
Israel	ILS	118.90	-	-	117.21	117.21	-	-	1.69	4.90806
Italy	EUR	733.00	-	-	718.87	718.87	-	-	14.13	1.22343
Japan	JPY	425,700.00	-	-	415,798.80	415,798.80	-	-	9,901.20	203.56091
Korea	KRW	845,600.00	-	-	837,357.16	837,357.16	-	-	8,242.84	1,807.61620
Kosovo	USD	1.40	-	-	1.40	1.40	-	-	-	1.32558
Kuwait	KWD	23.51	-	-	23.33	23.33	-	-	0.18	0.40670
Latvia	EUR	9.48	1.14	-	9.44	9.44	-	-	0.04	1.22343
Lithuania	EUR	10.50	1.26	-	10.47	10.47	-	-	0.03	1.22343
Luxembourg	EUR	75.95	-	-	75.24	75.24	-	-	0.71	1.22343
Malaysia	USD	9.00	-	-	8.69	8.69	-	-	0.31	1.32558
Netherlands	EUR	935.02	-	-	924.34	924.34	-	-	10.68	1.22343
New Zealand	NZD	65.00	-	-	64.13	64.13	-	-	0.87	2.18889
Nigeria	USD	25.00	4.18	-	24.80	24.80	-	-	0.20	1.32558
North Macedonia	USD	2.01	-	-	2.01	2.01	-	-	-	1.32558
Norway	NOK	5,024.00	-	-	4,951.36	4,951.36	-	-	72.64	14.22363
Pakistan	USD	28.00	-	-	28.00	28.00	-	-	-	1.32558
Philippines	USD	6.72	-	-	6.59	6.59	-	-	0.13	1.32558
Poland	EUR	37.54	-	-	37.43	37.43	-	-	0.11	1.22343
Portugal	EUR	18.43	-	-	18.29	18.29	-	-	0.14	1.22343
Romania	USD	5.80	0.70	-	5.80	5.80	-	-	-	1.32558
Saudi Arabia	USD	700.00	-	-	698.27	698.27	-	-	1.73	1.32558
Singapore	USD	85.21	-	-	84.63	84.63	-	-	0.58	1.32558
Slovak Republic	EUR	3.57	-	-	3.53	3.53	-	-	0.04	1.22343
Slovenia	EUR	7.16	-	-	7.05	7.05	-	-	0.11	1.22343
South Africa	ZAR	227.47	16.88	-	222.67	222.67	-	16.88	4.80	24.47968
Spain	EUR	400.00	-	-	392.60	392.60	-	-	7.40	1.22343
Sweden	SEK	8,200.00	-	-	8,076.66	8,076.66	-	-	123.34	14.03861
Switzerland	CHF	600.00	-	-	591.73	591.73	-	-	8.27	1.18256
Thailand	THB	420.31	-	-	418.23	418.23	-	-	2.08	47.94798
Türkiye	USD	14.11	-	-	14.11	14.11	-	-	-	1.32558
United Kingdom ^{4/}	GBP	1,980.00	-	-	1,944.56	1,944.56	-	-	35.44	1.04171
United States ^{5/}	USD	*	-	-	-	-	-	-	-	1.32558

1/ Contribution may be subject to government and/or parliamentary approval.

2/ Contributions of countries with an average inflation rate exceeding 10 percent over the 2020-2022 period would be denominated in SDR or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association.

3/ The amounts in Currency of Contribution (CoC) exclude individual acceleration credits (when applicable) and grant elements of Portfolio Guarantee (when applicable), both of which are included in the SDR and USD amounts. The equivalent CoC amount of any individual acceleration credit or grant element of Portfolio Guarantee is shown separately in columns 3 and 4 respectively.

4/ Pledge amount is currently under review.

5/ Pledge is currently under review.

Table 1A-USD. Donor Subscriptions to the Twenty-First Replenishment
11/ (Amounts in US\$ millions)

	Total Donor Contributions ^{1/}		Basic Contribution				Supplemental Contribution	HIPC Costs		Net Share ^{7/}	Net Share (Illustrative Reference) ^{7/}
					of which						
					Grant	Grant Element of Portfolio Guarantee					
	Gross Share ^{4/}	Amount	Share ^{5/}	Amount	Amount	Amount	Amount	Share ^{6/}	Amount		
Contributing Members	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Algeria	0.08%	32.00	0.08%	32.00	32.00	-	-	0.00%	-	0.13%	0.12%
Argentina 2/	0.04%	14.59	0.04%	13.78	13.78	-	-	0.20%	0.81	0.06%	0.06%
Armenia	0.00%	1.21	0.00%	1.21	1.21	-	-	0.00%	-	0.01%	0.00%
Australia	1.13%	436.12	1.12%	429.63	429.63	-	-	1.61%	6.49	1.84%	1.65%
Austria	1.38%	532.73	1.38%	529.27	529.27	-	-	0.86%	3.47	2.25%	2.01%
Brazil	0.26%	99.87	0.25%	97.17	97.17	-	-	0.67%	2.70	0.42%	0.38%
Canada	3.09%	1,197.60	3.08%	1,180.92	1,180.92	-	-	4.14%	16.68	5.05%	4.52%
China	3.87%	1,500.05	3.91%	1,499.65	1,499.65	-	-	0.10%	0.40	6.32%	5.66%
Croatia	0.02%	6.50	0.02%	6.50	6.50	-	-	0.00%	-	0.03%	0.02%
Cyprus	0.02%	7.76	0.02%	7.68	7.68	-	-	0.02%	0.08	0.03%	0.03%
Czechia	0.05%	20.72	0.05%	20.48	20.48	-	-	0.06%	0.24	0.09%	0.08%
Denmark	1.24%	479.32	1.24%	474.44	474.44	-	-	1.21%	4.88	2.02%	1.81%
Egypt, Arab Rep. of	0.02%	6.97	0.02%	6.93	6.93	-	-	0.01%	0.04	0.03%	0.03%
Estonia 2/	0.02%	6.56	0.02%	6.51	6.51	-	-	0.01%	0.04	0.03%	0.02%
Finland	0.28%	109.93	0.28%	107.28	107.28	-	-	0.66%	2.65	0.46%	0.41%
France	3.47%	1,345.77	3.44%	1,319.09	1,241.01	78.08	-	6.62%	26.68	5.67%	5.08%
Georgia	0.01%	2.42	0.01%	2.42	2.42	-	-	0.00%	-	0.01%	0.01%
Germany 2/	4.54%	1,758.04	4.47%	1,712.21	1,712.21	-	-	11.37%	45.82	7.41%	6.63%
Hungary	0.06%	23.24	0.06%	23.00	23.00	-	-	0.06%	0.24	0.10%	0.09%
Iceland 2/	0.05%	18.18	0.04%	16.11	16.11	-	1.95	0.03%	0.12	0.08%	0.07%
India	0.72%	278.06	0.72%	276.69	276.69	-	-	0.34%	1.37	1.17%	1.05%
Indonesia	0.08%	30.00	0.08%	29.79	29.79	-	-	0.05%	0.21	0.13%	0.11%
Ireland	0.40%	153.21	0.40%	152.39	152.39	-	-	0.20%	0.81	0.65%	0.58%
Israel	0.08%	32.11	0.08%	31.66	31.66	-	-	0.11%	0.46	0.14%	0.12%
Italy	2.05%	794.20	2.03%	778.89	778.89	-	-	3.80%	15.31	3.35%	3.00%
Japan	7.16%	2,772.14	7.06%	2,707.66	2,707.66	-	-	16.00%	64.48	11.68%	10.46%
Korea	1.60%	620.10	1.60%	614.06	614.06	-	-	1.50%	6.04	2.61%	2.34%
Kosovo	0.00%	1.40	0.00%	1.40	1.40	-	-	0.00%	-	0.01%	0.01%
Kuwait	0.20%	76.63	0.20%	76.04	76.04	-	-	0.15%	0.59	0.32%	0.29%
Latvia 2/	0.03%	11.50	0.03%	11.46	11.46	-	-	0.01%	0.04	0.05%	0.04%
Lithuania 2/	0.03%	12.74	0.03%	12.71	12.71	-	-	0.01%	0.03	0.05%	0.05%
Luxembourg	0.21%	82.29	0.21%	81.52	81.52	-	-	0.19%	0.77	0.35%	0.31%
Malaysia	0.02%	9.00	0.02%	8.69	8.69	-	-	0.08%	0.31	0.04%	0.03%
Netherlands	2.62%	1,013.09	2.61%	1,001.52	1,001.52	-	-	2.87%	11.57	4.27%	3.82%
New Zealand	0.10%	39.36	0.10%	38.84	38.84	-	-	0.13%	0.53	0.17%	0.15%
Nigeria 2/	0.08%	29.18	0.08%	28.98	28.98	-	-	0.05%	0.20	0.12%	0.11%
North Macedonia	0.01%	2.01	0.01%	2.01	2.01	-	-	0.00%	-	0.01%	0.01%
Norway	1.21%	468.21	1.20%	461.45	461.45	-	-	1.68%	6.77	1.97%	1.77%
Pakistan	0.07%	28.00	0.07%	28.00	28.00	-	-	0.00%	-	0.12%	0.11%
Philippines	0.02%	6.72	0.02%	6.59	6.59	-	-	0.03%	0.13	0.03%	0.03%
Poland	0.11%	40.67	0.11%	40.56	40.56	-	-	0.03%	0.12	0.17%	0.15%
Portugal	0.05%	19.97	0.05%	19.82	19.82	-	-	0.04%	0.15	0.08%	0.08%
Romania 2/	0.02%	6.50	0.02%	6.50	6.50	-	-	0.00%	-	0.03%	0.02%
Saudi Arabia	1.81%	700.00	1.82%	698.27	698.27	-	-	0.43%	1.73	2.95%	2.64%
Singapore	0.22%	85.21	0.22%	84.63	84.63	-	-	0.14%	0.58	0.36%	0.32%
Slovak Republic	0.01%	3.87	0.01%	3.82	3.82	-	-	0.01%	0.04	0.02%	0.01%
Slovenia	0.02%	7.76	0.02%	7.64	7.64	-	-	0.03%	0.12	0.03%	0.03%
South Africa 2/	0.03%	13.23	0.03%	12.06	12.06	-	0.91	0.06%	0.26	0.06%	0.05%
Spain	1.12%	433.40	1.11%	425.38	425.38	-	-	1.99%	8.02	1.83%	1.64%
Sweden	2.00%	774.28	1.99%	762.63	762.63	-	-	2.89%	11.65	3.26%	2.92%
Switzerland	1.69%	655.74	1.69%	646.47	646.47	-	-	2.30%	9.27	2.76%	2.47%
Thailand	0.03%	11.62	0.03%	11.56	11.56	-	-	0.01%	0.06	0.05%	0.04%
Türkiye	0.04%	14.11	0.04%	14.11	14.11	-	-	0.00%	-	0.06%	0.05%
United Kingdom 8/	6.50%	2,519.56	6.46%	2,474.46	2,474.46	-	-	11.19%	45.10	10.62%	9.51%
United States 9/		*									
Total Pledges Received		19,345.44									
Expected Pledges 10/	11.31%	Up to 4,381.83								18.47%	16.54%
Sub-total Contributing Members		Up to 23,727.27		19,044.56	18,966.45	78.08	2.86		298.05	100.00%	89.54%
Additional financing ^{3/}	0.45%	Up to 175.69									
Total		Up to 23,902.96									

- 1/ Contribution may be subject to government and/or parliamentary approval.
- 2/ Includes an increase in donor's total contribution achieved through accelerated encashments.
- 3/ Represents the investment income estimated to be generated by using a regular encashment profile of 9 years vs. an 11-year profile.
- 4/ Gross shares are calculated using the target amount of SDR 29,219.78 million (equivalent to US\$38,733.16 million). This figure is derived by grossing up the IDA21 targeted funding volume of US\$26.5 billion by the carried-forward prevailing gap of 31.53 percent. With IDA21 donors' total shares not adding to 100 percent of target, the resulting structural gap is 38.29 percent.
- 5/ Basic shares are calculated using the target amount of SDR 28,915.78 million (equivalent to US\$38,330.18 million). This figure is derived as explained in footnote 4 and subtracting the total HIPC cost for IDA21 of SDR 304.00 million (US\$402.98 million).
- 6/ HIPC contributions are calculated by applying HIPC shares agreed by donors in the past replenishments, unless otherwise indicated by an individual donor, to the total HIPC cost for IDA21 of SDR 304.00 million (equivalent to US\$402.98 million).
- 7/ "Net Share" represents individual donor contribution as a percentage share of the actual sum of all donor contributions which total US\$23,727.27 million. "Net Share (Illustrative Reference)" reflects individual donor contribution as a percentage share of the target donor contribution of US\$26.5 billion.
- 8/ Pledge amount is currently under review.
- 9/ Pledge is currently under review.
- 10/ Pledges expected include those from donors whose pledges are under review as well as those from donors whose internal authorizations/budget processes are not sufficiently advanced to allow confirming the contribution amounts at this time.
- 11/ US\$ amount is calculated using IDA21 SDR/US\$ reference exchange rate of 1.32558.

Table 1B. Portfolio Guarantee Contribution to the Twenty-First Replenishment

Contributing members	Guarantee amount						Guarantee terms	Grant element from Guarantee		
	SDR Million	USD Million	Currency	Currency Million	SDR FX	USD FX	Maturity	SDR Million	USD Million	Currency Million
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
France ^{1/}	245.21	325.05	EUR	300.00	1.22343	0.92294	TBD	58.90	78.08	72.06

1/ Indicative contribution, subject to government and/or parliamentary approval.

Note: The Resulting Lending Volume from this instrument will be about USD 300 million.

*Table 2. Subscriptions, Contributions (carrying no votes) and Votes
(Amounts in US\$ Equivalents)*

Non-Recipients	Current Status (before ID.121)						Additional Votes Stemming from ID.121 and MDRI cost update					Status Including ID.121					Adjusted Voting Power				
	Subscriptions Carrying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscriptions Votes	Membership Votes	Total Voting Power %	Subscriptions to ID.121 including adjustments to MDRI (\$)	Subscriptions Votes to be allocated under ID.121 (e-2)	Membership Votes	Total Cumulative Resources (\$)	as % of Non Recipients	Subscriptions (\$)	Contributions (\$)	Subscriptions Votes	as % of Non Recipients	Membership Votes	Total Votes	Total Voting Power			
ALBANIA	400,796	-	400,796	4,659	60,100	0.18%	-	-	-	400,796	0.00%	400,796	-	-	4,659	0.02%	60,100	64,759	0.17%		
ALGERIA	34,895,992	24,970,467	59,866,459	779,683	63,846	0.38%	32,295,482	1,828	3,653	92,161,474	0.05%	67,191,474	24,970,467	79,231	0.33%	67,499	146,730	0.37%			
ARGENTINA	35,766,460	129,448,675	165,215,135	379,085	63,846	1.20%	13,705,423	832	3,653	179,920,558	0.05%	50,471,883	129,448,675	380,517	1.57%	67,499	448,016	1.14%			
AUSTRALIA	405,061,681	5,726,324,957	6,131,386,638	346,994	63,846	1.11%	4,259,197	23,840	3,653	6,552,635,835	1.91%	826,310,878	5,726,324,957	370,834	1.53%	67,499	438,333	1.12%			
AUSTRIA	54,004,369	4,232,313,624	4,767,717,993	267,020	63,846	0.90%	528,481,856	29,908	3,653	5,292,199,849	1.55%	1,062,886,225	4,232,313,624	296,928	1.23%	67,499	364,427	0.93%			
AZERBAIJAN	1,273,552	6,448,807	7,722,359	15,000	63,846	0.21%	-	-	-	6,448,807	0.00%	1,273,552	6,448,807	15,000	0.06%	63,846	79,206	0.20%			
BANGLADESH	8,228,808	1,892,596	10,121,404	59,600	63,846	0.18%	-	-	-	1,892,596	0.00%	8,228,808	1,892,596	59,600	0.07%	63,846	113,406	0.29%			
BARBADOS	514,018	-	514,018	5,727	60,100	0.18%	-	-	-	2,466,614	0.00%	514,018	1,892,596	5,727	0.02%	60,100	65,827	0.17%			
BELGIUM	554,416,231	5,386,557,680	5,940,973,911	334,338	63,846	1.08%	(18,220,000)	(1,031)	-	5,922,752,911	1.73%	536,396,231	5,386,557,680	333,707	1.38%	63,846	397,553	1.01%			
BOTSWANA	291,146	3,631,705	3,922,851	3,736	60,100	0.17%	-	-	-	3,922,851	0.00%	291,146	3,631,705	3,736	0.02%	60,100	63,836	0.16%			
BRAZIL	35,235,101	960,349,675	995,584,776	478,343	60,100	1.46%	100,688,967	5,698	3,653	1,096,273,743	0.32%	135,924,068	960,349,675	484,041	2.00%	63,753	547,794	1.40%			
BULGARIA	5,201,234	2,999,265	8,200,499	55,764	59,200	0.31%	-	-	-	8,200,499	0.00%	5,201,234	2,999,265	55,764	0.23%	59,200	114,964	0.29%			
CANADA	1,260,228,318	13,834,388,628	15,094,616,946	849,399	63,846	2.48%	1,161,565,460	65,725	3,653	16,255,978,406	4.75%	2,421,589,778	13,834,388,628	915,324	3.79%	67,499	982,823	2.51%			
CHINA	1,376,091,137	2,296,058,338	3,672,149,505	785,676	63,846	2.31%	1,513,901,321	85,676	3,653	5,186,058,826	1.52%	2,889,092,458	2,296,058,338	871,352	3.61%	67,499	938,851	2.39%			
COLOMBIA	6,254,281	26,659,256	32,913,537	75,629	60,100	0.37%	-	-	-	32,913,537	0.01%	6,254,281	26,659,256	75,629	0.31%	60,100	135,729	0.35%			
COSTA RICA	347,781	-	347,781	4,009	60,100	0.17%	-	-	-	347,781	0.00%	347,781	-	4,009	0.02%	60,100	64,109	0.16%			
CROATIA	27,445,623	-	27,445,623	33,192	63,846	0.26%	6,554,594	371	3,653	34,000,217	0.01%	34,000,217	32,379,630	33,563	0.14%	67,499	101,062	0.26%			
CYPRUS	8,244,580	32,379,630	40,624,210	16,919	63,846	0.22%	7,829,457	443	3,653	48,453,667	0.01%	16,074,037	32,379,630	17,362	0.07%	67,499	84,861	0.22%			
CZECHIA	24,605,006	151,059,655	175,664,661	80,489	63,846	0.39%	20,320,825	1,150	3,653	195,985,486	0.06%	44,925,831	151,059,655	81,639	0.34%	67,499	140,138	0.38%			
DENMARK	399,099,142	4,355,412,797	4,754,511,939	265,315	63,846	0.89%	463,253,372	26,217	3,653	5,217,765,311	1.52%	862,532,514	4,355,412,797	291,532	1.21%	67,499	359,031	0.92%			
DOMINICAN REPUBLIC	690,738	-	690,738	7,532	63,846	0.18%	-	-	-	759,352	0.00%	690,738	-	7,532	0.03%	60,100	67,953	0.17%			
ECUADOR	1,113,917	994,209	2,108,126	12,466	60,100	0.20%	-	-	-	2,108,126	0.00%	1,113,917	994,209	12,466	0.05%	60,100	72,506	0.18%			
EGYPT, ARAB REP. OF	14,895,423	17,177,708	32,073,131	97,232	63,846	0.44%	7,034,360	398	3,653	39,107,491	0.01%	21,929,783	17,177,708	97,630	0.40%	67,499	165,129	0.42%			
EL SALVADOR	517,389	23,707	541,096	5,570	60,100	0.18%	-	-	-	541,096	0.00%	517,389	23,707	5,570	0.02%	60,100	65,970	0.17%			
EQUATORIAL GUINEA	553,133	-	553,133	6,310	60,100	0.18%	-	-	-	553,133	0.00%	553,133	-	6,310	0.03%	60,100	66,410	0.17%			
ESTONIA	6,418,616	22,592,050	29,010,666	16,618	57,146	0.16%	6,609,169	374	3,653	35,619,835	0.01%	13,027,785	22,592,050	1,992	0.01%	60,799	62,791	0.16%			
FINLAND	138,030,580	2,392,241,362	2,530,271,942	141,818	63,846	0.56%	103,901,890	5,880	3,653	2,634,173,832	0.78%	261,932,470	2,392,241,362	147,698	0.61%	67,499	215,197	0.55%			
FRANCE	1,847,552,468	20,648,171,507	22,495,723,975	1,259,283	63,846	3.59%	1,284,811,099	72,711	3,653	23,780,535,074	6.95%	3,152,963,567	20,648,171,507	1,331,994	5.51%	67,499	1,399,493	3.57%			
GABON	857,702	-	857,702	9,586	60,100	0.19%	-	-	-	857,702	0.00%	857,702	-	9,586	0.04%	60,100	69,686	0.18%			
GERMANY	2,060,021,459	28,903,303,861	30,963,325,320	1,732,311	63,846	4.93%	1,657,682,298	93,813	3,653	32,621,007,618	9.53%	3,717,703,757	28,903,303,861	1,846,124	7.64%	67,499	1,913,623	4.88%			
GREECE	4,342,065	231,323,896	235,665,961	13,337	48,500	0.17%	(1,570,000)	(89)	-	234,095,961	0.07%	2,772,065	231,323,896	13,248	0.05%	48,500	61,748	0.16%			
GUATEMALA	689,007	-	689,007	7,789	60,100	0.18%	-	-	-	689,007	0.00%	689,007	-	7,789	0.03%	60,100	67,889	0.17%			
HUNGARY	34,006,030	191,394,711	225,400,741	16,141	63,846	0.61%	22,774,623	1,289	3,653	248,175,364	0.07%	56,780,653	191,394,711	162,730	0.67%	67,499	230,229	0.59%			
ICELAND	14,862,875	120,158,789	135,021,664	7,447	63,846	0.19%	17,900,321	1,013	3,653	152,921,985	0.04%	32,763,196	120,158,789	8,460	0.04%	67,499	75,959	0.19%			
INDONESIA	49,042,740	130,917,786	179,957,526	213,760	63,846	0.75%	30,274,706	1,713	3,653	210,232,232	0.06%	79,317,446	130,917,786	215,473	0.89%	67,499	282,972	0.72%			
IRAN, ISLAMIC REP. OF	7,340,486	18,134,199	25,474,685	85,133	60,100	0.39%	-	-	-	25,474,685	0.01%	7,340,486	18,134,199	85,133	0.35%	60,100	145,233	0.37%			
IRAQ	1,298,010	1,000,000	2,298,010	14,338	60,100	0.20%	-	-	-	2,298,010	0.00%	1,298,010	1,000,000	14,338	0.06%	60,100	74,533	0.19%			
IRELAND	131,991,408	945,649,506	1,077,640,914	60,511	63,846	0.34%	152,260,835	8,617	3,653	1,229,901,749	0.36%	284,252,243	945,649,506	69,128	0.29%	67,499	136,627	0.35%			
ISRAEL	31,739,511	142,989,266	174,728,777	60,511	63,846	0.30%	32,409,305	1,834	3,653	207,138,082	0.06%	64,148,816	142,989,266	48,024	0.20%	67,499	115,523	0.29%			
ITALY	753,968,420	11,900,588,731	12,654,557,151	703,614	63,846	2.08%	754,915,166	42,723	3,653	13,409,472,317	3.92%	1,508,883,586	11,900,588,731	746,337	3.09%	67,499	813,836	2.07%			
JAPAN	3,574,609,903	45,608,794,469	49,183,404,372	2,783,441	63,846	7.73%	2,642,727,721	149,550	3,653	51,826,132,093	15.14%	6,217,337,624	45,608,794,469	2,933,001	12.14%	67,499	3,000,500	7.65%			
JORDAN	517,000	-	517,000	5,860	60,100	0.18%	-	-	-	517,000	0.00%	517,000	-	5,860	0.02%	60,100	65,960	0.17%			
KAZAKHSTAN	2,617,371	6,571,277	9,188,648	29,447	60,100	0.24%	-	-	-	9,188,648	0.00%	2,617,371	6,571,277	29,447	0.12%	60,100	89,147	0.23%			
KOMOR, REP. OF	5,200,420	2,870,345,835	3,290,546,255	31,453	63,846	0.13%	615,110,149	3,481	3,653	4,026,661,403	0.01%	1,146,694,369	2,870,345,835	346,156	1.43%	67,499	413,655	1.05%			
KUWAIT	74,326,557	1,240,704,557	1,315,031,114	671,446	63,846	0.35%	15,555,018	4,276	3,653	1,330,586,132	0.37%	149,691,008	1,240,704,557	721,122	0.30%	66,599	138,271	0.35%			
LAOS	1,718,271	-	1,718,271	18,809	60,100	0.19%	-	-	-	1,718,271	0.00%	1,718,271	-	18,809	0.04%	60,100	68,854	0.18%			
LEBANON	774,964	-	774,964	18,809	60,100	0.19%	-	-	-	774,964	0.00%	774,964	-	18,809	0.04%	60,100	78,909	0.20%			
LIBYA	1,718,271	-	1,718,271	18,809	60,100	0.21%	-	-	-	1,718,271	0.00%	1,718,271	-	18,809	0.08%	60,100	78,909	0.20%			
LITHUANIA	7,772,777	30,277,436	38,050,213	1,567	62,946	0.18%	12,846,949	727	3,653	50,897,162	0.01%	20,619,726	30,277,436	2,294	0.01%	66,599	68,893	0.18%			

Non-Recipients		Current Status (before IDA21)						Additional Votes Stemming from IDA21 and MDRI cost update				Status Including IDA21				Adjusted Voting Power			
Member		Subscriptions Carrying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscription Votes	Membership Votes	Total Voting Power %	Subscriptions to IDA21 including adjustments to MDRI (\$)	Subscription Votes to be allocated under IDA21	Membership Votes	Total Cumulative Resources (\$)	as % of Non Recipients	Subscriptions (\$)	Contributions (\$)	Subscription Votes	as % of Non Recipients	Membership Votes	Total Votes	Total Voting Power %
LUXEMBOURG		74,421,120	473,737,738	548,158,858	31,022	63,846	0.26%	81,016,183	4,625	3,653	629,875,041	0.18%	156,137,303	473,737,738	35,647	0.15%	67,499	103,146	0.26%
MALAYSIA		13,388,700	65,200,477	78,589,177	51,206	63,846	0.31%	9,083,104	514	3,653	87,672,281	0.08%	22,471,804	65,200,477	15,720	0.21%	67,499	119,219	0.30%
MAURITIUS		1,470,701	35,560	1,506,261	16,286	63,846	0.21%	-	-	-	1,522,547	0.00%	1,470,701	35,560	16,286	0.07%	67,499	76,386	0.19%
MEXICO		33,096,741	380,043,877	413,140,618	218,849	63,846	0.77%	-	-	-	413,140,618	0.12%	33,096,741	380,043,877	218,849	0.03%	63,846	282,695	0.72%
MONTENEGRO		1,793,982	-	1,793,982	8,151	62,946	0.19%	-	-	-	1,793,982	0.00%	1,793,982	-	8,151	0.03%	62,946	71,097	0.18%
MOROCCO		10,491,800,918	-	10,998,166	65,543	63,846	0.35%	988,633,943	55,990	3,653	10,998,166	0.00%	10,998,166	-	65,543	0.27%	63,846	129,389	0.33%
NETHERLANDS		1,065,056,871	-	11,556,857,789	640,765	63,846	1.91%	3,484,549,172	21,715	3,653	12,345,491,732	3.67%	2,053,690,818	10,491,800,918	696,715	2.88%	67,499	764,214	1.95%
NEW ZEALAND		39,930,771	435,052,337	474,983,108	26,431	63,846	0.24%	3,818,206	2,157	3,653	513,101,314	0.15%	78,049,977	435,052,337	28,588	0.12%	67,499	96,087	0.24%
NORTH MACEDONIA		6,530,863	6,530,863	12,061,726	6,623	63,846	0.29%	2,028,560	115	3,653	8,559,423	0.08%	8,559,423	-	6,738	0.03%	67,499	74,237	0.19%
NORWAY		410,626,658	5,058,918,043	5,469,544,701	299,517	63,846	0.99%	452,005,010	25,597	3,653	5,921,849,711	1.73%	862,931,668	5,058,918,043	325,114	1.35%	67,499	392,613	1.00%
OMAN		521,777	1,031,875	1,553,652	6,046	60,100	0.18%	-	-	-	1,553,652	0.00%	521,777	1,031,875	6,046	0.03%	60,100	66,146	0.17%
PALAU		40,500	-	40,500	630	60,100	0.16%	-	-	-	40,500	0.00%	-	-	630	0.00%	60,100	60,730	0.15%
PANAMA		46,737	-	46,737	-	-	0.17%	-	-	-	46,737	0.00%	-	-	-	0.00%	60,100	60,730	0.15%
PARAGUAY		517,000	-	517,000	-	60,100	0.18%	-	-	-	517,000	0.00%	-	-	5,860	0.02%	60,100	65,960	0.17%
PERU		3,041,052	15,602,676	18,643,728	34,138	60,100	0.26%	6,782,051	384	3,653	18,643,728	0.01%	21,361,021	15,602,676	95,689	0.40%	60,100	94,238	0.28%
PHILIPPINES		14,578,970	267,587,729	282,166,700	95,305	63,846	0.43%	40,709,973	2,304	3,653	282,166,700	0.11%	115,267,540	267,587,729	95,689	0.40%	60,100	163,188	0.42%
POLAND		74,557,567	113,955,797	188,513,364	579,129	63,846	1.74%	40,709,973	2,304	3,653	229,224,337	0.07%	115,267,540	113,955,797	581,433	2.41%	67,499	648,932	1.65%
PORTUGAL		19,450,842	343,705,879	363,156,721	20,552	63,846	0.23%	17,583,197	995	3,653	380,739,918	0.11%	37,084,039	343,705,879	21,547	0.09%	67,499	89,046	0.23%
ROMANIA		10,757,537	-	10,757,537	61,492	62,946	0.34%	6,553,556	371	3,653	17,311,093	0.01%	17,311,093	-	61,863	0.26%	66,599	128,462	0.33%
RUSSIA		53,886,072	892,323,353	946,209,425	55,530	61,246	0.32%	7,583,197	(61)	3,653	945,139,425	0.28%	52,816,072	892,323,353	55,469	0.23%	61,246	116,715	0.30%
SAUDI ARABIA		720,513,886	3,194,972,737	3,925,486,623	1,060,624	63,846	3.05%	1,070,000	39,720	3,653	3,925,486,623	1.35%	1,432,357,549	3,194,972,737	1,100,344	4.55%	67,499	1,167,843	2.98%
SERBIA		29,934,718	-	29,934,718	40,876	60,100	0.27%	-	-	-	29,934,718	0.01%	29,934,718	-	40,876	0.17%	60,100	100,976	0.26%
SINGAPORE		70,252,044	320,644,947	390,896,991	34,542	63,846	0.29%	84,204,160	4,765	3,653	475,144,308	0.13%	154,499,384	320,644,947	34,542	0.17%	60,100	106,086	0.27%
SLOVAKIA		12,586,857	33,483,527	46,070,384	3,540	63,846	0.06%	7,388,691	405	3,653	47,520,978	0.10%	20,608,594	33,483,527	3,509	0.16%	67,499	106,086	0.27%
SLOVENIA		13,118,937	50,173,115	63,292,052	3,581	60,100	0.17%	7,489,457	424	3,653	70,781,509	0.02%	20,608,594	50,173,115	4,005	0.02%	63,753	67,758	0.17%
SOUTH AFRICA		26,577,651	287,249,293	313,826,944	17,760	63,846	0.22%	12,275,344	695	3,653	326,102,288	0.10%	38,852,995	287,249,293	18,455	0.08%	67,499	85,954	0.22%
SPAIN		374,626,083	5,190,817,357	5,565,443,440	312,431	63,846	1.02%	413,443,871	23,409	3,653	5,979,087,311	1.75%	788,269,954	5,190,817,357	335,840	1.39%	67,499	403,339	1.03%
ST. KITTS & NEVIS		230,546	-	230,546	2,795	60,100	0.17%	-	-	-	230,546	0.00%	-	-	2,795	0.01%	60,100	62,895	0.16%
SWEDEN		11,146,677,482	10,722,361,003	11,837,038,485	661,552	63,846	1.97%	747,455,312	42,301	3,653	12,384,493,797	3.68%	1,862,132,794	10,722,361,003	703,853	2.91%	67,499	771,352	1.97%
SWITZERLAND		747,745,979	6,449,297,074	7,197,043,053	471,132	63,846	1.31%	633,289,611	35,840	3,653	8,030,332,664	2.35%	1,381,035,590	6,449,297,074	452,972	1.87%	67,499	520,471	1.33%
THAILAND		1,258,548,548	14,147,759	12,606,297,297	663	60,100	0.00%	11,717,746	663	3,653	12,606,297,297	0.00%	2,106,548	14,147,759	28,197	0.10%	67,499	12,535	0.32%
TUNISIA		2,572,205	-	2,572,205	25,192	60,100	0.23%	-	-	-	2,572,205	0.00%	-	-	25,192	0.10%	60,100	88,307	0.22%
TURKEY		24,664,935	247,310,761	271,975,696	139,559	63,846	0.55%	14,240,289	806	3,653	286,215,985	0.08%	38,905,224	247,310,761	140,765	0.58%	67,499	208,264	0.53%
UKRAINE		10,605,091	-	10,605,091	112,216	59,200	0.47%	-	-	-	10,605,091	0.00%	-	-	112,216	0.46%	59,200	171,416	0.44%
UNITED ARAB EMIRATES		-	-	51,891,119	619	748	0.00%	-	-	-	51,891,119	0.00%	-	-	619	0.00%	748	1,367	0.00%
UNITED KINGDOM		2,210,240,381	38,680,369,308	40,890,609,689	2,314,126	63,846	6.45%	2,380,112,754	134,698	3,653	43,270,722,443	12.64%	4,590,333,135	38,680,369,308	2,448,824	10.13%	67,499	25,163,323	6.41%
UNITED STATES		4,018,904,124	-	62,272,372,945	3,411,160	62,946	9.43%	4,144,930,000	234,574	3,653	62,272,372,945	18.20%	4,018,904,124	58,253,468,821	3,411,160	14.12%	62,946	3,414,706	8.86%
UNLOCATED VOTES		-	-	-	-	-	0.00%	4,144,930,000	-	-	4,144,930,000	1.21%	-	-	234,574	0.97%	3,653	238,227	0.61%
Subtotal Non-Recipients		25,266,795,716	294,497,929,154	310,764,724,870	22,895,520	5,398,986	76.78%	22,476,611,933	1,272,019	178,997	342,241,336,803	100.00%	47,743,407,649	294,497,929,154	24,167,539	100%	5,577,983	297,456,522	75.83%
Subtotal Recipients & Interstitial Members		524,611,101	701,895,890	1,226,506,991	2,633,512	5,924,054	23.22%	-	-	317,811	1,572,160,065		870,264,175	701,895,890	2,822,603		6,659,387	9,481,990	24.17%
Grand Total		25,791,406,817	295,199,825,044	320,991,231,861	25,529,032	11,323,040	100.00%			496,808	343,813,496,868		48,613,671,824	295,199,825,044	26,990,142		12,237,370	392,227,512	100.00%

Notes:

Current Status (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Twentieth Replenishments at the agreed exchange rates.

Current Status (a-2): It includes contributions (carrying no votes) to the Special Assistance Facility for Sub-Saharan Africa (Resolutions No. IDA 85-1 and No. IDA 89-6) and the IDA Crisis Facility (Resolution No. 250).

The Total Voting Power % (a-6) (Current Status [before IDA21]): It incorporates the impact of contributions from existing members and the new membership of Suriname, using the pre-IDA20 voting rights framework.

Unallocated Votes: Represent the votes set aside for donors whose pledges are under review as well as donors whose internal authorizations/budget processes are not sufficiently advanced to allow confirming the contribution amounts at this time.

The Total Voting Power % (g-5) (Adjusted Voting Power): Voting Rights depend on contribution that may be subject to government and/or parliamentary approval.

Allocation of Additional Votes: Non-Recipient subscription votes allocated under IDA21 and MDRI in column (c-2) comprises of: i. votes allocated based on IDA21 contributions as per Table 1 imputed for the agreed acceleration of the encashment schedule from eleven to nine years, and, where relevant, for differences of the agreed encashment schedule from the standard encashment schedule, and ii. votes allocated to reflect the IDA21 MDRI cost updates. For donors that did not pledge to IDA21, the votes in column (c-2) reflect the adjustment due to MDRI IDA21 cost update.

Subscription carrying votes (\$) and Subscriptions (\$): With the introduction of the new voting rights framework in IDA20, all resources provided since IDA20 (including those provided for exercise of preemptive rights) are allocated to Subscriptions (\$). Prior to IDA20, total cumulative resources are allocated between Subscription carrying votes (\$) and Contributions (\$). The ending balances of Subscriptions (\$) consist of Subscription carrying votes (\$) allocated prior to IDA20, and Subscriptions (\$) allocated since IDA20.

Recipients and Interstitial Members	Current Status (before ID.121)						Recipient Boost		Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Voting Power						Additional Resources Provided under ID.121 in SDRs or Freely Concoctable Currencies					Adjusted Voting Power			
	Subscriptions Carrying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscriptions Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Additional Votes (b-1)	Total Voting Power (%) (b-2)	Subscriptions (\$)	Subscriptions Membership Votes (d-2)	Total Voting Power % (d-3)	Subscriptions (\$)	Subscriptions Votes (f-1)	Subscriptions Votes (f-2)	Total Additional Resources (\$)	Subscriptions Votes (g-1)	as % of Recipients & Interstitials (g-2)	Membership Votes (g-3)	Total Votes (g-4)	Total Voting Power (g-5)			
Interstitial Members																							
ANGOLA	15,533,308	4,416,642	19,949,740	125,067	63,846	0.51%	5,432	0.25%	31,375	1,255	3,653	0.25%	-	-	-	211,119	0.75%	78,139	99,238	0.25%			
ARMENIA	1,724,762	-	1,724,762	91,179	63,846	0.20%	10,961	0.51%	156,250	6,250	3,653	0.31%	-	-	-	111,325	3.94%	88,970	200,295	0.31%			
BOLIVIA	1,847,876	-	1,847,876	21,516	63,846	0.23%	4,727	0.22%	17,025	681	3,653	0.22%	-	-	-	10,761	0.38%	76,895	87,656	0.22%			
BOSNIA & HERZEGOVINA	13,280,518	-	13,280,518	15,810	63,846	0.22%	4,228	0.20%	4,175	167	3,653	0.20%	-	-	-	1,483	0.05%	75,781	77,264	0.20%			
GEORGIA	3,183,134	-	3,183,134	14,559	63,846	0.21%	5,124	0.22%	17,025	681	3,653	0.22%	-	-	-	10,760	0.38%	76,895	87,655	0.22%			
GUINEA	967,706,951	-	967,706,951	14,559	63,846	0.21%	4,267	0.20%	5,050	202	3,653	0.20%	-	-	-	2,109	0.07%	75,857	77,966	0.20%			
GUINEA-BISSAU	308,028,811	-	308,028,811	914,599	63,846	0.21%	5,460	0.25%	32,000	1,280	3,653	0.25%	-	-	-	21,571	0.76%	78,194	99,765	0.25%			
KENYA	2,902,149	-	2,902,149	33,015	63,846	0.21%	4,267	0.20%	5,050	202	3,653	0.20%	-	-	-	2,109	0.07%	75,857	77,966	0.20%			
KIRIBATI	111,879	-	111,879	1,509	63,846	0.19%	4,797	0.22%	17,025	681	3,653	0.22%	-	-	-	10,760	0.38%	76,895	87,655	0.22%			
KOSOVO	956,806	-	956,806	10,584	63,846	0.19%	4,797	0.22%	17,025	681	3,653	0.22%	-	-	-	10,760	0.38%	76,895	87,655	0.22%			
KYRGYZ REPUBLIC	698,313	-	698,313	8,156	63,846	0.19%	4,267	0.20%	5,050	202	3,653	0.20%	-	-	-	2,109	0.07%	75,857	77,966	0.20%			
LAO PEOPLE'S DEM. REP.	870,027	-	870,027	10,079	68,445	0.21%	4,797	0.22%	17,025	681	3,653	0.22%	-	-	-	10,760	0.38%	76,895	87,655	0.22%			
LESOTHO	284,730	-	284,730	3,480	68,035	0.19%	4,267	0.20%	5,050	202	3,653	0.20%	-	-	-	2,109	0.07%	75,857	77,966	0.20%			
LIBERIA	1,317,560	-	1,317,560	15,120	68,759	0.23%	5,124	0.24%	24,425	977	3,653	0.24%	-	-	-	16,097	0.57%	77,536	93,633	0.24%			
LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA	1,317,560	-	1,317,560	15,120	68,759	0.23%	5,124	0.24%	24,425	977	3,653	0.24%	-	-	-	16,097	0.57%	77,536	93,633	0.24%			
MADAGASCAR	1,317,560	-	1,317,560	15,120	68,759	0.23%	5,124	0.24%	24,425	977	3,653	0.24%	-	-	-	16,097	0.57%	77,536	93,633	0.24%			
MAURITIUS	1,317,560	-	1,317,560	15,120	68,759	0.23%	5,124	0.24%	24,425	977	3,653	0.24%	-	-	-	16,097	0.57%	77,536	93,633	0.24%			
MALDIVES	60,926	-	60,926	955	67,876	0.19%	4,205	0.20%	3,650	146	3,653	0.20%	-	-	-	1,101	0.04%	75,734	76,835	0.20%			

Recipients and Interstitial Members	Current Status (before ID21)						Recipient Boost		Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Voting Power					Additional Resources Provided under ID21 in SDRs or Freely Convertible Currencies				Adjusted Voting Power		
	Member	Subscriptions Carrying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscriptions Votes	Membership Votes	Total Voting Power % (a-6)	Additional Votes	Total Voting Power % (b-1)	Subscriptions (\$)	Subscriptions Votes	Membership Votes	Total Voting Power % (c-4)	Subscriptions (\$)	Subscriptions Votes	Additional Resources (\$)	Membership Votes	Total Votes	Total Voting Power % (e-5)	
Subtotal Recipients & Interstitial Members	MALI	1,505,955	-	1,505,955	17,224	68,890	0.23%	5,261	0.25%	27,500	1,100	3,653	0.25%	-	-	-	77,804	96,128	0.25%	
	MARSHALL ISLANDS	27,322	-	27,322	598	67,852	0.19%	4,181	0.19%	3,125	125	3,653	0.19%	-	-	-	75,686	76,409	0.19%	
	MAURITANIA	870,027	-	870,027	10,779	68,445	0.21%	4,797	0.22%	17,025	681	3,653	0.22%	-	-	-	76,895	87,655	0.22%	
	MICRONESIA, FED. ST. OF	44,442	-	44,442	788	67,865	0.19%	4,194	0.20%	3,400	136	3,653	0.20%	-	-	-	75,712	76,636	0.20%	
	MOZAMBIQUE	2,366,820	-	2,366,820	26,934	69,494	0.26%	5,891	0.27%	41,725	1,669	3,653	0.27%	-	-	-	79,038	107,641	0.27%	
	MYANMAR	3,490,967	-	3,490,967	39,755	70,292	0.30%	6,723	0.31%	60,525	2,421	3,653	0.31%	-	-	-	80,668	122,844	0.31%	
	NIGER	870,027	-	870,027	10,779	68,445	0.21%	4,797	0.22%	17,025	681	3,653	0.22%	-	-	-	76,895	87,655	0.22%	
	NICARAGUA	523,650	-	523,650	6,126	68,199	0.20%	4,540	0.21%	11,225	449	3,653	0.21%	-	-	-	76,392	82,867	0.21%	
	NIGERIA	25,989,656	35,927,625	61,917,281	60,042	72,043	0.38%	8,619	0.40%	103,350	4,134	3,653	0.40%	1,659	29,307,495	29,410,845	84,315	159,150	0.41%	
	PAKISTAN	45,376,035	63,821,175	109,197,210	208,701	80,705	0.79%	17,679	0.82%	308,000	12,320	3,653	0.82%	1,582	27,950,547	28,258,547	102,037	324,640	0.83%	
	PAPUA NEW GUINEA	1,492,378	-	1,492,378	17,162	68,886	0.23%	5,257	0.24%	27,400	1,096	3,653	0.24%	-	-	-	77,796	96,054	0.24%	
	SAO TOME & PRINCE	161,442	-	161,442	2,007	67,943	0.19%	4,273	0.20%	5,200	208	3,653	0.20%	-	-	-	75,869	78,084	0.20%	
	SENEGAL	2,902,149	-	2,902,149	33,015	69,872	0.28%	6,285	0.29%	50,650	2,026	3,653	0.29%	-	-	-	75,832	77,736	0.29%	
	SIERRA LEONE	1,317,560	-	1,317,560	15,120	68,759	0.23%	5,124	0.24%	24,425	977	3,653	0.24%	-	-	-	77,536	93,633	0.24%	
	SOMALOMI ISLANDS	161,442	-	161,442	2,007	67,943	0.19%	4,273	0.20%	5,200	208	3,653	0.20%	-	-	-	75,869	78,084	0.20%	
	SOMALILAND	1,317,560	-	1,317,560	15,120	68,759	0.23%	5,124	0.24%	24,425	977	3,653	0.24%	-	-	-	77,536	93,633	0.24%	
	SRI LANKA	5,249,957	-	5,249,957	60,193	63,846	0.34%	7,577	0.35%	79,825	3,193	3,653	0.35%	-	-	-	75,076	138,462	0.35%	
	ST. LUCIA	266,769	-	266,769	3,254	68,021	0.19%	4,354	0.20%	7,025	281	3,653	0.20%	-	-	-	76,028	79,563	0.20%	
	ST. VINCENT & GRENADINES	129,179	-	129,179	1,706	67,924	0.19%	4,254	0.20%	4,750	190	3,653	0.20%	-	-	-	75,831	77,727	0.20%	
	SUDAN	1,744,621	-	1,744,621	19,863	69,054	0.24%	5,432	0.25%	31,375	1,255	3,653	0.25%	-	-	-	78,139	99,257	0.25%	
	SURINAME	154,568	-	154,568	1,732	62,946	0.18%	3,951	0.18%	29,750	1,190	3,653	0.18%	-	-	-	70,550	72,282	0.18%	
	TAJIKISTAN	647,571	-	647,571	7,608	68,292	0.21%	4,637	0.22%	13,400	536	3,653	0.22%	-	-	-	76,582	84,726	0.22%	
	TANZANIA	2,902,149	-	2,902,149	33,015	69,872	0.28%	6,285	0.29%	50,650	2,026	3,653	0.29%	-	-	-	79,810	114,851	0.29%	
	TIMOR-LESTE	492,725	-	492,725	5,370	67,196	0.20%	4,433	0.21%	8,800	352	3,653	0.21%	-	-	-	75,282	81,004	0.21%	
	TOGO	1,317,560	-	1,317,560	15,120	68,759	0.23%	5,124	0.24%	24,425	977	3,653	0.24%	-	-	-	77,536	93,633	0.24%	
	TONGA	129,179	-	129,179	1,706	67,924	0.19%	4,254	0.20%	4,750	190	3,653	0.20%	-	-	-	75,831	77,727	0.20%	
UZBEKISTAN	2,130,848	-	2,130,848	24,417	69,337	0.25%	5,727	0.27%	38,050	1,522	3,653	0.27%	-	-	-	78,717	104,656	0.27%		
VANUATU	335,381	-	335,381	4,022	68,069	0.20%	4,404	0.21%	8,150	326	3,653	0.21%	-	-	-	76,126	80,474	0.21%		
YEMEN, REPUBLIC OF	2,705,417	-	2,705,417	28,620	69,599	0.27%	6,000	0.28%	44,200	1,768	3,653	0.28%	-	-	-	79,252	109,640	0.28%		
ZAMBIA	4,645,112	-	4,645,112	52,812	71,104	0.34%	7,570	0.35%	79,650	3,186	3,653	0.35%	-	-	-	83,327	138,325	0.35%		
ZIMBABWE	7,098,943	-	7,098,943	80,252	72,811	0.42%	9,530	0.44%	119,875	4,795	3,653	0.44%	-	-	-	85,047	170,861	0.44%		
Subtotal Recipients	347,636,765	602,123,383	949,760,148	1,148,272	5,746,614	4.68%	-	0.00%	1,931,875	77,275	32,877	4.68%	16,002	282,755,600	284,287,265	607,491	1,849,040	4.71%		
Subtotal Recipients & Interstitial Members	176,974,336	99,772,507	276,746,843	1,485,240	5,349,440	18.55%	417,522	19.46%	2,312,375	92,495	284,934	19.46%	3,319	58,653,134	59,080,934	6,051,896	7,632,950	19.46%		
Subtotal Non - Recipients	524,611,101	701,895,890	1,226,506,991	2,633,512	5,924,054	23.22%	417,522	19.46%	4,244,250	169,770	317,811	24.13%	19,321	343,368,199	343,368,199	6,659,387	9,481,990	24.17%		
Grand Total	25,266,795,716	294,497,929,154	319,764,724,870	22,805,520	11,232,040	76.78%	-	-	-	-	-	-	-	241,67,539	5,577,983	29,745,522	75,832	75,832	76.83%	
	25,791,406,817	295,199,825,044	320,991,231,861	25,529,032	11,232,040	100.00%	-	-	-	-	-	-	-	76,990,142	12,237,370	39,227,512	12,237,370	100.00%	100.00%	

Notes:

Current Status (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Twentieth Replenishments at the agreed exchange rates.

The Total Voting Power % (a-6) (Current Status [before IDA21]): It incorporates the impact of contributions from existing members and the new membership of Suriname, using the pre-IDA20 voting rights framework.

The Total Voting Power % (g-5) (Adjusted Voting Power): Voting Rights depend on contribution that may be subject to government and/or parliamentary approval.

Allocation of Additional Votes: Recipient and Interstitial subscription votes allocated under IDA21 in column (f-2) comprises of votes allocated based on IDA21 contributions as per Table 1 imputed for the agreed acceleration of the encashment schedule from eleven to nine years, and, where relevant, for differences of the agreed encashment schedule from the standard encashment schedule.

Additional Resources Provided under IDA21 in SDRs or Freely Convertible Currencies: The amounts shown in column (f-3) represent the additional resources provided under IDA21 by Recipients and Interstitial members in SDRs or freely convertible currencies, as set out in Table 1A-CoC. The U.S. Dollar equivalent has been obtained by converting the SDR amount using the average exchange rates for the U.S. Dollar against the SDR over the period March 1 to August 31, 2024 (SDR1=USD 1.32558).

New Members: Suriname has been added to the list, with necessary adjustments made.

Subscription carrying votes (\$) and Subscriptions (\$): With the introduction of the new voting rights framework in IDA20, all resources provided since IDA20 (including those provided for exercise of preemptive rights) are allocated to Subscriptions (\$). Prior to IDA20, total cumulative resources are allocated between Subscription carrying votes (\$) and Contributions (\$).

ATTACHMENT I

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Addition to Resources: Twenty-First Replenishment

Instrument of Commitment

Reference is made to Resolution No. _____ of the Board of Governors of the International Development Association entitled “Additions to Resources: Twenty-First Replenishment”, which was adopted on _____, 2025 (“the Resolution”).

The Government of _____ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 2 of the Resolution that it will make the subscriptions¹ authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of _____.^{2[3][4][5]}

(Date)

(Name and Office) ⁶

*

1 This form of Instrument of Commitment may be used for a Member’s regular subscription and any Debt Relief Additional contribution either under a separate instrument or combined.

2 Pursuant to paragraph 5(b) of the Twenty-First Replenishment Resolution, members referred to in paragraph 3(b) of the Resolution are required to denominate their subscription, in SDRs, in the currency of the member if freely convertible, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraph 5(b) of the Resolution. For members referred to in paragraph 3(a) of the Resolution, payment will be made as provided in paragraph 5(a) of the Resolution.

3 [In addition to this amount, the member will contribute _____ which represents the grant element of the Concessional Partner Loan (only applicable for CPL subscriptions).]

4 [In addition to this amount, the member will contribute _____ which represents the grant element of the Member Purchased Hybrid Capital Instrument (only applicable for MPHIC subscriptions).]

5 [In addition to this amount, the member will contribute _____ which represents the grant element of the Portfolio Guarantee Platform Instrument (only applicable for PG subscriptions).]

6 The instrument is to be signed on behalf of the Government by a duly authorized representative.

ATTACHMENT II

Encashment Schedule for IDA21 Donor Subscriptions

<i>Fiscal Year</i>	<i>Standard Schedule (%)</i>
2026	4.3
2027	10.7
2028	16.1
2029	16.8
2030	15.1
2031	13.6
2032	10.8
2033	7.7
2034	4.9
	100.0

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}.

Le présent article a pour objet d'approuver la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale pour le développement avec une contribution à hauteur de 75 950 000 euros, sanctionnant ainsi les engagements du Luxembourg auprès de cette institution et vis-à-vis les autres actionnaires conformément à la résolution n° 255 adoptée le 15 avril 2025 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

Article 2.

Par le présent article est fixée l'entrée en vigueur de la loi au 15 novembre 2026 afin de garantir le paiement de la première tranche au courant de l'année 2026.

*

FICHE FINANCIÈRE

(art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget,
la Comptabilité et la Trésorerie de l'État)

Suivant le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID-21) la participation du Luxembourg s'élève à 75 950 000 euros.

Cette participation, dont le montant est déjà prévu au budget pluriannuel, sera effectuée par un décaissement étalé sur sept ans.

*

CHECK DURABILITÉ - NOHALTEGKEETSCHECK



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

Ministre responsable :

Le Ministre des Finances

Projet de loi ou
amendement :

Projet de loi portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID-21)

Le check durabilité est un outil d'évaluation des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable. Son objectif est de donner l'occasion d'introduire des aspects relatifs au développement durable à un stade préparatoire des projets de loi. Tout en faisant avancer ce thème transversal qu'est le développement durable, il permet aussi d'assurer une plus grande cohérence politique et une meilleure qualité des textes législatifs.

1. Est-ce que le projet de loi sous rubrique a un impact sur le champ d'action (1-10) du 3^{ème} Plan national pour un Développement durable ?
2. En cas de réponse négative, expliquez-en succinctement les raisons.
3. En cas de réponse positive sous 1., quels seront les effets positifs et / ou négatifs éventuels de cet impact ?
4. Quelles catégories de personnes seront touchées par cet impact ?
5. Quelles mesures sont envisagées afin de pouvoir atténuer les effets négatifs et comment pourront être renforcés les aspects positifs de cet impact ?

Afin de faciliter cet exercice, l'instrument du contrôle de la durabilité est accompagné par des points d'orientation – **auxquels il n'est pas besoin de réagir ou répondre mais qui servent uniquement d'orientation** – , ainsi que par une documentation sur les dix champs d'actions précités.

1. Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous.

Poins d'orientation
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Le projet de loi a pour objet la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, guichet concessionnel du Groupe de la Banque mondiale dédié à l'action de celui-ci dans les pays les plus pauvres de la planète. Il vise à doter l'AID des moyens nécessaires pour promouvoir, entre autres, les Objectifs de développement durable (ODD), notamment l'inclusion sociale et une éducation de qualité.

2. Assurer les conditions d'une population en bonne santé.

Poins d'orientation
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Le projet de loi vise à doter l'AID des moyens nécessaires pour promouvoir, entre autres, les Objectifs de développement durable (ODD), notamment les conditions d'une population en bonne santé.

3. Promouvoir une consommation et une production durables.
 Pains d'orientation ☒ Oui ☐ Non
 Documentation

Le projet de loi vise à doter l'AID des moyens nécessaires pour promouvoir, entre autres, les Objectifs de développement durable (ODD), notamment des projets qui incluent des initiatives de développement durable, comme l'amélioration de l'efficacité énergétique, le soutien à des pratiques agricoles durables.

4. Diversifier et assurer une économie inclusive et porteuse d'avenir.
 Pains d'orientation ☒ Oui ☐ Non
 Documentation

Le projet de loi vise à doter l'AID des moyens nécessaires pour promouvoir, entre autres, les Objectifs de développement durable (ODD), notamment des projets dans des secteurs variés tels que l'agriculture, les énergies renouvelables et les infrastructures et des projets favorisant l'inclusion économique des groupes vulnérables et le soutien aux petites entreprises.

5. Planifier et coordonner l'utilisation du territoire.
 Pains d'orientation ☐ Oui ☒ Non
 Documentation

Le projet de loi en soi ne vise pas directement la planification et la coordination de l'utilisation du territoire. Néanmoins, les ressources pourraient soutenir des projets de développement qui impliquent une gestion durable du territoire dans les pays visés par l'action de l'AID.

6. Assurer une mobilité durable.
 Pains d'orientation ☒ Oui ☐ Non
 Documentation

Le projet de loi vise à doter l'AID des moyens nécessaires pour promouvoir, entre autres, les Objectifs de développement durable (ODD), notamment des projets durables dans le secteur de la mobilité.

7. Arrêter la dégradation de notre environnement et respecter les capacités des ressources naturelles.
 Pains d'orientation ☒ Oui ☐ Non
 Documentation

Le projet de loi vise à doter l'AID des moyens nécessaires pour promouvoir, entre autres, les Objectifs de développement durable (ODD) et la protection de l'environnement à l'échelle mondiale.

8. Protéger le climat, s'adapter au changement climatique et assurer une énergie durable.
 Pains d'orientation ☒ Oui ☐ Non
 Documentation

Le projet de loi vise à doter l'AID des moyens nécessaires pour promouvoir, entre autres, les Objectifs de développement durable (ODD) et la protection de l'environnement à l'échelle mondiale.

9. Contribuer, sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable.
 Pains d'orientation ☒ Oui ☐ Non
 Documentation

Le projet de loi vise à doter l'AID des moyens nécessaires pour promouvoir, entre autres, les Objectifs de développement durable (ODD) à l'échelle mondiale et a pour objectif principal l'éradication de la pauvreté.

10. Garantir des finances durables.Poins d'orientation
Documentation☒ Oui ☐ Non

Le projet de loi a pour objet la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, guichet concessionnel du Groupe de la Banque mondiale dédié à l'action de celui-ci dans les pays les plus pauvres de la planète. L'AID concentre son action, entre autres, sur la promotion de finances publiques durables et l'assistance à la gestion de la dette.

Cette partie du formulaire est facultative - Veuillez cocher la case correspondante

En outre, et dans une optique d'enrichir davantage l'analyse apportée par le contrôle de la durabilité, il est proposé de recourir, de manière facultative, à une évaluation de l'impact des mesures sur base d'indicateurs retenus dans le PNDD. Ces indicateurs sont suivis par le STATEC.

Continuer avec l'évaluation ? ☐ Oui ☒ Non

(1) Dans le tableau, choisissez l'évaluation : **non applicable**, ou de 1 = **pas du tout probable** à 5 = **très possible**

Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité

Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
1		Contribue à la réduction du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale	Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale	% de la population
1		Contribue à la réduction du nombre de personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail	Personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail	milliers
1		Contribue à la réduction de la différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux	Différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux	pp
1		Contribue à l'augmentation du taux de certification nationale	Taux de certification nationale	%
1		Contribue à l'apprentissage tout au long de la vie en % de la population de 25 à 64 ans	Apprentissage tout au long de la vie en % de la population de 25 à 64 ans	%
1		Contribue à l'augmentation de la représentation du sexe sous-représenté dans les organes de prises de décision	Représentation du sexe sous-représenté dans les organes de prises de décision	%
1		Contribue à l'augmentation de la proportion des sièges détenus par les femmes au sein du parlement national	Proportion des sièges détenus par les femmes au sein du parlement national	%
1		Contribue à l'amélioration de la répartition des charges de travail domestique dans le sens d'une égalité des genres	Temps consacré au travail domestique non payé et activités bénévoles	hh:mm
1		Contribue à suivre l'impact du coût du logement afin de circonscrire le risque d'exclusion sociale	Indice des prix réels du logement	Indice 2015=100
2		Contribue à la réduction du taux de personnes en surpoids ou obèses	Taux de personnes en surpoids ou obèses	% de la population
2		Contribue à la réduction du nombre de nouveaux cas d'infection au HIV	Nombre de nouveaux cas d'infection au HIV	Nb de personnes

Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
2		Contribue à la réduction de l'incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants	Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants	Nb de cas pour 100 000 habitants
2		Contribue à la réduction du nombre de décès prématurés liés aux maladies chroniques pour 100 000 habitants	Nombre de décès prématurés liés aux maladies chroniques pour 100 000 habitants	Nb de décès pour 100 000 habitants
2		Contribue à la réduction du nombre de suicides pour 100 000 habitants	Nombre de suicides pour 100 000 habitant	Nb de suicides pour 100 000 habitants
2		Contribue à la réduction du nombre de décès liés à la consommation de psychotropes	Nombre de décès liés à la consommation de psychotropes	Nb de décès
2		Contribue à la réduction du taux de mortalité lié aux accidents de la route pour 100 000 habitants	Taux de mortalité lié aux accidents de la route pour 100 000 habitants	Nb de décès pour 100 000 habitants
2		Contribue à la réduction de la proportion de fumeurs	Proportion de fumeurs	% de la population
2		Contribue à la réduction du taux de natalité chez les adolescentes pour 1 000 adolescentes	Taux de natalité chez les adolescentes pour 1 000 adolescentes	Nb de naissance pour 1000 adolescentes
2		Contribue à la réduction du nombre d'accidents du travail	Nombre d'accidents du travail (non mortel + mortel)	Nb d'accidents
3		Contribue à l'augmentation de la part de la surface agricole utile en agriculture biologique	Part de la surface agricole utile en agriculture biologique	% de la SAU
3		Contribue à l'augmentation de la productivité de l'agriculture par heure travaillée	Productivité de l'agriculture par heure travaillée	Indice 2010=100
3		Contribue à la réduction d'exposition de la population urbaine à la pollution de l'air par les particules fines	Exposition de la population urbaine à la pollution de l'air par les particules fines	Microgrammes par m ³
3		Contribue à la réduction de production de déchets par habitant	Production de déchets par habitant	kg/hab
3		Contribue à l'augmentation du taux de recyclage des déchets municipaux	Taux de recyclage des déchets municipaux	%
3		Contribue à l'augmentation du taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques	Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques	%
3		Contribue à la réduction de la production de déchets dangereux	Production de déchets dangereux	tonnes
3		Contribue à l'augmentation de la production de biens et services environnementaux	Production de biens et services environnementaux	millions EUR
3		Contribue à l'augmentation de l'intensité de la consommation intérieure de matière	Intensité de la consommation intérieure de matière	tonnes / millions EUR

Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
4		Contribue à la réduction des jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET)	Jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET)	% de jeunes
4		Contribue à l'augmentation du pourcentage des intentions entrepreneuriales	Pourcentage des intentions entrepreneuriales	%
4		Contribue à la réduction des écarts de salaires hommes-femmes	Écarts de salaires hommes-femmes	%
4		Contribue à l'augmentation du taux d'emploi	Taux d'emploi	% de la population
4		Contribue à la création d'emplois stables	Proportion de salariés ayant des contrats temporaires	% de l'emploi total
4		Contribue à la réduction de l'emploi à temps partiel involontaire	Emploi à temps partiel involontaire	% de l'emploi total
4		Contribue à la réduction des salariés ayant de longues heures involontaires	Salariés ayant de longues heures involontaires	% de l'emploi total
4		Contribue à la réduction du taux de chômage	Taux de chômage	% de la population active
4		Contribue à la réduction du taux de chômage longue durée	Taux de chômage longue durée	% de la population active
4		Contribue à l'augmentation du taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans)	Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans)	%
4		Contribue à l'augmentation de la productivité globale des facteurs	Productivité globale des facteurs	Indice 2010=100
4		Contribue à l'augmentation de la productivité réelle du travail par heures travaillées (taux de croissance moyen sur 3 ans)	Productivité réelle du travail par heures travaillées (taux de croissance moyen sur 3 ans)	%
4		Contribue à l'augmentation de la productivité des ressources	Productivité des ressources	Indice 2000=100
4		Contribue à l'augmentation de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière	Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion de la valeur ajoutée totale des branches	% de la VA totale
4		Contribue à l'augmentation de l'emploi dans l'industrie manufacturière	Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total	% de l'emploi
4		Contribue à la réduction des émissions de CO2 de l'industrie manufacturière	Émissions de CO2 de l'industrie manufacturière par unité de valeur ajoutée	% de la VA totale
4		Contribue à l'augmentation des dépenses intérieures brutes de R&D	Niveau des dépenses intérieures brute de R&D	% du PIB

Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
4		Contribue à l'augmentation du nombre de chercheurs	Nombre de chercheurs pour 1000 actifs	nb pour 1000 actifs
5		Contribue à la réduction du nombre de personnes confrontées à la délinquance, à la violence ou au vandalisme dans leur quartier, en proportion de la population totale	Nombre de personnes confrontées à la délinquance, à la violence ou au vandalisme dans leur quartier, en proportion de la population totale	%
5		Contribue à la réduction du pourcentage du territoire transformé en zones artificialisées	Zones artificialisées	% du territoire
5		Contribue à l'augmentation des dépenses totales de protection environnementale	Dépenses totales de protection environnementale	millions EUR
6		Contribue à l'augmentation de l'utilisation des transports publics	Utilisation des transports publics	% des voyageurs
7		Contribue à la fertilité des sols sans nuire à la qualité des eaux de surface et/ou les eaux souterraines, de provoquer l'eutrophisation des eaux et de dégrader les écosystèmes terrestres et/ou aquatiques (unité: kg d'azote par ha SAU)?	Bilan des substances nutritives d'azote	kg d'azote par ha SAU
7		Contribue à la fertilité des sols sans nuire à la qualité des eaux de surface et/ou les eaux souterraines, de provoquer l'eutrophisation des eaux et de dégrader les écosystèmes terrestres et/ou aquatiques (unité: kg de phosphore par ha SAU)	Bilan des substances nutritives phosphorées	kg de phosphore par ha SAU
7		Contribue à une consommation durable d'une eau de robinet de qualité potable	Part des dépenses en eau dans le total des dépenses des ménages	%
7		Contribue à l'augmentation du pourcentage des masses d'eau de surface naturelles ayant atteint un état écologique "satisfaisant" et des masses d'eau souterraine ayant atteint un bon état chimique	Pourcentage des masses d'eau de surface naturelles ayant atteint un état écologique "satisfaisant" et des masses d'eau souterraine ayant atteint un bon état chimique	%
7		Contribue à l'augmentation de l'efficacité de l'usage de l'eau	Efficacité de l'usage de l'eau	m3/millions EUR
7		Contribuer à une protection des masses d'eau de surfaces et les masses d'eau souterraine par des prélèvements durables et une utilisation plus efficiente de l'eau	Indice de stress hydriques	%
7		Contribue à la préservation et/ou l'augmentation de la part de zones agricoles et forestières	Part des zones agricoles et forestières	% du territoire
7		Contribue à l'augmentation de la part du territoire désignée comme zone protégée pour la biodiversité	Part du territoire désignée comme zone protégée pour la biodiversité	% du territoire
7		Contribue à la protection des oiseaux inscrits sur la liste rouge des espèces menacées	Nombre d'espèces sur la liste rouge des oiseaux	Nb d'espèces
7		Contribue à la lutte contre les espèces exotiques invasives inscrites sur la liste noire	Nombre de taxons sur la liste noire des plantes vasculaires	Nb de taxons

Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
7		Contribue à la favorabilité de l'état de conservation des habitats	Etat de conservation des habitats	% favorables
8		Contribue à la réduction de l'intensité énergétique	Intensité énergétique	TJ/millions EUR
8		Contribue à la réduction de la consommation finale d'énergie	Consommation finale d'énergie	GWh
8		Contribue à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie	Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie	%
8		Contribue à la réduction de la part des dépenses énergétiques dans le total des dépenses des ménages	Part des dépenses énergétiques dans le total des dépenses des ménages	%
8		Contribue à la réduction du total des émissions de gaz à effet de serre	Total des émissions de gaz à effet de serre	millions tonnes CO2
8		Contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre hors SEGE	Emissions de gaz à effet de serre hors SEGE	millions tonnes CO2
8		Contribue à la réduction de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre	Intensité des émissions de gaz à effet de serre	kg CO2 / EUR
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Education	Aide au développement - Education	millions EUR
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Agriculture	Aide au développement - Agriculture	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Santé de base	Aide au développement - Santé de base	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de la part des étudiants des pays en développement qui étudient au Luxembourg	Part des étudiants des pays en développement qui étudient au Luxembourg	%
9		Contribue à l'augmentation du montant des bourses d'étude	Montant des bourses d'étude	millions EUR
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Eau et assainissement	Aide au développement - Eau et assainissement	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Energie	Aide au développement - Energie	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Lois et règlements commerciaux	Aide au développement - Lois et règlements commerciaux	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation du montant des dépenses sociales exprimé en ratio du PIB	Montant des dépenses sociales exprimé en ratio du PIB	% du PIB

Champ d'action	Évaluation ¹	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
9		Contribue à l'augmentation de l'aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés (absolu)	Aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés (en proportion du montant total d'aide au développement)	Aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés, en proportion du montant total d'aide au développement	%
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Prévention et préparation aux catastrophes	Aide au développement - Prévention et préparation aux catastrophes	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'engagement international de 100 Mrds USD pour dépenses reliées au climat	Contribution à l'engagement international de 100 Mrds USD pour dépenses reliées au climat	millions EUR
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement avec marqueur biodiversité	Aide au développement avec marqueur biodiversité	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide publique nette au développement, montant total, en proportion du revenu national brut	Aide publique nette au développement, montant total, en proportion du revenu national brut	% du RNB
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - coopération technique	Aide au développement - coopération technique	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à la réduction de la dette publique en proportion du Produit Intérieur Brut	Dette publique en proportion du Produit Intérieur Brut	% du Pib
9		Contribue à l'augmentation du montant investi dans des projets de soutien à l'enseignement supérieur	Montant investi dans des projets de soutien à l'enseignement supérieur	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide publique au développement - renforcement de la société civile dans les pays partenaires	Aide publique au développement - renforcement de la société civile dans les pays partenaires	millions EUR (prix constant 2016)
10		Contribue à l'action climatique dans les pays en développement et à la protection du climat au niveau global	Contribution des CDM à la réduction des émissions de gaz à effet de serre	millions EUR
10		Contribue à l'augmentation de l'alimentation du fonds climat énergie	Fonds climat énergie	millions EUR
10		Contribue à l'augmentation de la part des taxes environnementales dans le total des taxes nationales	Part des taxes environnementales dans le total des taxes nationales	% du revenu fiscal

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

1. Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID-21)		
Ministre initiateur :	Le Ministre des Finances		
Auteur(s) :	Arsène Jacoby; Miguel Marques		
Téléphone :	247-82621	Courriel :	arsene.jacoby@fi.etat.lu; miguel.marques@fi.etat.lu
Objectif du projet :	Participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, guichet concessionnel du groupe de la Banque mondiale.		
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s) :	Aucun		
Date :	05/01/2026		

2. Objectifs à valeur constitutionnelle

Le projet contribue-t-il à la réalisation des objectifs à valeur constitutionnelle ? ☒ Oui ☐ Non

Dans l'affirmative, veuillez sélectionner les objectifs concernés et veuillez fournir une brève explication dans la case «Remarques» indiquant en quoi cet ou ces objectifs sont réalisés :

- ☒ Garantir le droit au travail et veiller à assurer l'exercice de ce droit
- ☐ Promouvoir le dialogue social
- ☒ Veiller à ce que toute personne puisse vivre dignement et dispose d'un logement approprié
- ☒ Garantir la protection de l'environnement humain et naturel en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et satisfaction des besoins des générations présentes et futures
- ☒ S'engager à lutter contre le dérèglement climatique et œuvrer en faveur de la neutralité climatique
- ☐ Protéger le bien-être des animaux
- ☐ Garantir l'accès à la culture et le droit à l'épanouissement culturel
- ☐ Promouvoir la protection du patrimoine culturel
- ☐ Promouvoir la liberté de la recherche scientifique dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques

Remarques :

L'impact indirect attendu du présent projet de loi s'étendra aux pays les plus pauvres de la planète, dans le cadre de l'action menée par le Groupe de la Banque mondiale.

3. Mieux légiférer

1) Chambre(s) professionnelle(s) consultée(s) :

- ☐ Chambre d'agriculture
☒ Chambre de commerce
☐ Chambre des métiers
☐ Chambre des salariés
☐ Chambre des fonctionnaires et employés publics

2) Autre(s) partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : ☐ Oui ☒ Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Remarques / Observations :

3) En cas de transposition de directives européennes, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si non, pourquoi ?

4) Destinataires du projet :

- | | | |
|---|---|---|
| - Entreprises / Professions libérales : | ☐ Oui | ☒ Non |
| - Citoyens : | ☐ Oui | ☒ Non |
| - Administrations : | ☒ Oui | ☐ Non |

5) Le principe « Think small first » est-il respecté ?

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ¹

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

6) Le projet contribue-t-il à la simplification administrative, notamment en supprimant ou en simplifiant des régimes d'autorisation et de déclaration existants, en réduisant les délais de réponse de l'administration, en réduisant la charge administrative pour les destinataires, en respectant le principe du « once only » ou en améliorant la qualité des procédures ou de la réglementation ? ☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

7) **Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

8) **Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

4. Digitalisation

9) **Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)** ☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

5. Égalité des chances (à remplir pour les projets de règlements grand-ducaux) ¹

10) **Le projet est-il :**

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez de quelle manière : Le projet de loi autorise le Gouvernement à octroyer des ressources aux pays les plus pauvres de la planète, dans le cadre de l'action menée par le Groupe de la Banque mondiale, afin de renforcer les capacités de financement du développement durable à l'échelle mondiale, y compris la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

11) **Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, expliquez de quelle manière :

¹ Pour les projets de loi, il convient de se référer au point 1 « Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous. » du Nohaltegkeetscheck.

6. Projets nécessitant une notification auprès de la Commission européenne

12) **Directive « services » : Le projet introduit-il une exigence en matière d'établissement ou de prestation de services transfrontalière ?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez contacter le Ministère de l'Economie en suivant les démarches suivantes :

<https://meco.gouvernement.lu/fr/domaines-activites/politique-europeenne/notifications-directive-services.html>

- 13) **Directive « règles techniques » : Le projet introduit-il une exigence ou réglementation technique par rapport à un produit ou à un service de la société de l'information (domaine de la technologie et de l'information)?** ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez contacter l'ILNAS en suivant les démarches suivantes :

<https://portail-qualite.public.lu/content/dam/qualite/publications/normalisation/2017/ilnas-notification-infolyer-web.pdf>

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

20260630_Avis_2

Projet de loi

portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID-21)

Avis du Conseil d'État

(30 juin 2026)

En vertu de l'arrêté du 15 mai 2026 du Premier ministre, le Conseil d'État a été saisi pour avis du projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Finances.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, le texte, en version anglaise, de la résolution n° 255 adoptée le 15 avril 2025 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement (AID) concernant la vingt-et-unième reconstitution des ressources financières avec ses annexes, une fiche financière, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'un « check de durabilité – Nohaltegkeetscheck ».

Considérations générales

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID).

Examen des articles

Articles 1^{er} et 2

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Observation générale

Les articles sont à introduire sous la forme abrégée « **Art.** ».

Intitulé

Le Conseil d'État constate qu'à l'article 1^{er} de la loi en projet, les auteurs citent la dénomination exacte de l'Association internationale de

développement, suivie de son sigle placé entre parenthèses. Dans un souci de parallélisme, il y a lieu de viser à l'intitulé « l'Association internationale de développement (AID) ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 19 votants, le 30 juin 2026.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Pour le Président,
Le Vice-Président,

s. Alain Kinsch

Résumé

Projet de loi portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 21^{ème} reconstitution des ressources de l'Association internationale pour le développement (AID), guichet concessionnel du Groupe de la Banque mondiale. Il s'inscrit dans le cadre du partenariat de longue date que le Grand-Duché de Luxembourg entretient avec les banques multilatérales de développement.

Afin de maintenir la part relative traditionnellement assumée par le Luxembourg, soit 0,21 % de l'enveloppe totale, une contribution à hauteur de 75,95 millions d'euros est envisagée (soit 82,29 millions de dollars américains, selon le taux de change convenu lors des discussions sur la reconstitution des ressources de l'AID-21).

La 21^{ème} reconstitution des ressources (AID-21), couvrant la période de juillet 2025 à juin 2028, s'est conclue le 15 avril 2025 avec un volume record de près de 100 milliards de dollars américains, dépassant les 93 milliards mobilisés lors d'AID-20. Cette enveloppe sans précédent, la plus importante de l'histoire de l'AID, survient dans un contexte mondial marqué par l'incertitude économique, des crises de la dette et des chocs climatiques, et constitue une réponse concrète de solidarité internationale face à ces défis.

20260703_RapportCommission

N°8751
CHAMBRE DES DEPUTES

Projet de loi portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
(03.07.2026)

La Commission se compose de : Mme Diane ADEHM, Président, M. Maurice BAUER, Rapporteur ; MM. Guy ARENDT, André BAULER, Mme Taina BOFFERDING, MM. Sven CLEMENT, Franz FAYOT, Patrick GOLDSCHMIDT, Claude HAAGEN, Marc HANSEN, Fred KEUP, Laurent MOSAR, Mme Sam TANSON, MM. Michel WOLTER, Laurent ZEIMET, Membres

*

1. Antécédents

Le projet de loi n°8751 a été déposé par le Ministre des Finances le 15 mai 2026.

Lors de la réunion de la Commission des Finances du 22 juin 2026, le projet de loi a été présenté aux membres de la commission et M. Maurice Bauer a été désigné rapporteur du projet de loi.

L'avis du Conseil d'État porte la date du 30 juin 2026.

Il a été examiné par la Commission des Finances le 3 juillet 2026.

L'adoption du projet de rapport a eu lieu au cours de la même réunion.

2. Objet du projet de loi

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre du partenariat de longue date que le Grand-Duché de Luxembourg entretient avec les banques multilatérales de développement et vise à permettre la participation du Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale pour le développement (AID), guichet concessionnel du Groupe de la Banque mondiale.

La vingt-et-unième reconstitution des ressources (AID-21), couvrant la période de juillet 2025 à juin 2028, s'est conclue le 15 avril 2025 avec un volume record de près de 100 milliards de dollars américains, dépassant les 93 milliards mobilisés lors d'AID-20. Cette enveloppe sans

précédent, la plus importante de l'histoire de l'AID, survient dans un contexte mondial marqué par l'incertitude économique, des crises de la dette et des chocs climatiques, et constitue une réponse concrète de solidarité internationale face à ces défis.

La contribution luxembourgeoise traduit la confiance du Gouvernement dans la capacité de l'AID à fournir une aide efficace, rapide et adaptée aux besoins des pays les plus pauvres. Elle reflète également la volonté du Luxembourg de maintenir un engagement soutenu envers les institutions multilatérales de développement, dont la valeur ajoutée réside dans les économies d'échelle, la coordination internationale, les synergies opérationnelles et l'appropriation renforcée par les pays partenaires.

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'AID. Afin de maintenir la part relative traditionnellement assumée par le Luxembourg, soit 0,21 % de l'enveloppe totale, une contribution à hauteur de 75,95 millions d'euros est envisagée (soit 82,29 millions de dollars américains, selon le taux de change convenu lors des discussions sur la reconstitution des ressources de l'AID-21).

3. L'avis du Conseil d'État

Dans son avis, le Conseil d'Etat constate que le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID).

La Commission fait siennes les observations d'ordre légistique de la part du Conseil d'Etat.

Pour le détail de l'avis de la Haute Corporation, il est renvoyé au commentaire des articles du projet de loi.

4. Commentaire des articles

Observation générale du Conseil d'État

Selon le Conseil d'État, les articles sont à introduire sous la forme abrégée « **Art.** ».

La Commission des Finances modifie le texte dans ce sens.

Intitulé

Dans son avis, le Conseil d'État constate qu'à l'article 1^{er} de la loi en projet, les auteurs citent la dénomination exacte de l'Association internationale de développement, suivie de son sigle placé entre parenthèses. Dans un souci de parallélisme, il y a lieu de viser à l'intitulé « l'Association internationale de développement (AID) ».

La Commission des Finances modifie l'intitulé dans ce sens.

Article 1^{er}

Le présent article a pour objet d'approuver la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale pour le développement avec une contribution à hauteur de 75 950 000 euros, sanctionnant ainsi les engagements du Luxembourg auprès de cette institution et vis-à-vis les autres actionnaires

conformément à la résolution n° 255 adoptée le 15 avril 2025 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

Article 2

Par le présent article est fixée l'entrée en vigueur de la loi au 15 novembre 2026 afin de garantir le paiement de la première tranche au courant de l'année 2026.

5. Texte proposé par la commission parlementaire

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n°8751 dans la teneur qui suit :

Projet de loi portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

Art. 1^{er}.

Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 75 950 000 euros à la vingt-et-unième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID), conformément à la résolution n° 255 adoptée le 15 avril 2025 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement (AID).

Art. 2.

La présente loi entre en vigueur le 15 novembre 2026.

*

Luxembourg, le 3 juillet 2026

Le Président,

Diane Adehm

Le Rapporteur,

Maurice Bauer

20260715_BulletinPremierVote

Date: 15/07/2026 17:19:19

Scrutin: 9

Président: M. Wiseler Claude

Vote: PL 8751 - Ressources de l'AID-21

Secrétaire Général: M. Scheeck Laurent

Description: Projet de loi N°8751

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	50	0	0	50
Procurations:	10	0	0	10
Total:	60	0	0	60

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
---------------	------	---------------	---------------	------	---------------

CSV

Adehm Diane	Oui		Arendt Nancy	Oui	(Zeimet Laurent)
Bauer Maurice	Oui		Boonen Jeff	Oui	
Donnersbach Alex	Oui		Eicher Emile	Oui	
Eischen Félix	Oui		Galles Paul	Oui	
Kemp Françoise	Oui		Lies Marc	Oui	
Marques Ricardo	Oui		Mischo Georges	Oui	
Modert Octavie	Oui		Morgenthaler Nathalie	Oui	(Mosar Laurent)
Mosar Laurent	Oui		Schaaf Jean-Paul	Oui	
Weiler Charles	Oui		Weydert Stéphanie	Oui	(Adehm Diane)
Wiseler Claude	Oui		Wolter Michel	Oui	
Zeimet Laurent	Oui				

DP

Agostino Barbara	Oui	(Schockmel Gérard)	Arendt Guy	Oui	
Bauler André	Oui		Baum Gilles	Oui	
Beissel Simone	Oui		Cahen Corinne	Oui	
Emering Luc	Oui	(Cahen Corinne)	Goldschmidt Patrick	Oui	(Arendt Guy)
Graas Gusty	Oui		Hansen Marc	Oui	
Hartmann Carole	Oui		Minella Mandy	Oui	
Polfer Lydie	Oui	(Bauler André)	Schockmel Gérard	Oui	

LSAP

Biancalana Dan	Oui		Bofferding Taina	Oui	
Braz Liz	Oui		Closener Francine	Oui	
Cruchten Yves	Oui		Delcourt Claire	Oui	(Engel Georges)
Di Bartolomeo Mars	Oui		Engel Georges	Oui	
Fayot Franz	Oui		Haagen Claude	Oui	
Polidori Ben	Oui		Streff Ben	Oui	

ADR

Hardy Dan	Oui	(Lemaire Michel)	Keup Fred	Oui	(Weidig Tom)
Lemaire Michel	Oui		Schoos Alexandra	Oui	
Weidig Tom	Oui				

déi gréng

Bernard Djuna	Oui		Sehovic Meris	Oui	
Tanson Sam	Oui		Welfring Joëlle	Oui	

Date: 15/07/2026 17:19:19

Scrutin: 9

Président: M. Wiseler Claude

Vote: PL 8751 - Ressources de l'AID-21

Secrétaire Général: M. Scheeck Laurent

Description: Projet de loi N°8751

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	50	0	0	50
Procurations:	10	0	0	10
Total:	60	0	0	60

Nom du député

Vote (Procuration)

Nom du député

Vote (Procuration)

Piraten

Clement Sven

Oui

Goergen Marc

Oui

déi Lénk

Baum Marc

Oui

Wagner David

Oui

Le Président:

Le Secrétaire Général:

20260715_TexteVote

N°8751
PROJET DE LOI

portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

*

Art. 1^{er}.

Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 75 950 000 euros à la vingt-et-unième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID), conformément à la résolution n° 255 adoptée le 15 avril 2025 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement (AID).

Art. 2.

La présente loi entre en vigueur le 15 novembre 2026.

Projet de loi adopté par la Chambre des Députés
en sa séance publique du 15 juillet 2026

Le Secrétaire général,

Le Président,

s. Laurent Scheeck

s. Claude Wiseler

20260716_Avis

Luxembourg, le 10 juillet 2026

Objet : Projet de loi n°8751¹ portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement. (7144PSI)

*Saisine : Ministre des Finances
(15 mai 2026)*

Avis de la Chambre de Commerce

Le projet de loi sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet d'approuver l'engagement financier du Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID), à hauteur de 75.950.000 euros.

En bref

- La Chambre de Commerce accueille favorablement la poursuite de l'engagement du pays en faveur de l'Association internationale de développement.
- Elle invite les auteurs à compléter la fiche financière annexée au Projet par un échéancier détaillé des décaissements annuels, comme cela a été fait dans le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'AID.
- La Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

¹ [Lien vers le projet de loi sur le site de la Chambre des Députés](#)

Considérations générales

L'AID, institution du « Groupe de la Banque mondiale » créée en 1960, a pour mission d'aider financièrement les pays les plus pauvres de la planète via des prêts (appelés « crédits ») à des conditions hautement concessionnelles² et des dons. Elle représente la plus grande source de financements occasionnels pour le développement socio-économique de ces pays (78 à ce jour, dont 40 situés sur le continent africain), et constitue ainsi un outil essentiel de lutte contre la pauvreté dans le monde. Outre l'aspect financier, l'AID réalise des analyses, études sectorielles et conseils stratégiques dans le cadre de la mise en place de politiques publiques des pays bénéficiaires. Elle contribue ainsi à la formulation des politiques de réduction de la pauvreté, à la gestion de la dette publique et au renforcement des cadres institutionnels et réglementaires.

Comme expliqué dans l'exposé des motifs, l'AID est financée principalement par les contributions de ses 175 pays actionnaires. Ces derniers se réunissent tous les trois ans pour procéder à la reconstitution des ressources et définir les orientations stratégiques de l'AID. Les actions de l'association couvrent des secteurs essentiels tels que l'éducation primaire, la santé de base, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'agriculture, les infrastructures, l'amélioration du climat des affaires et les réformes institutionnelles.

La vingt-et-unième reconstitution des ressources, qui couvre la période de juillet 2025 à juin 2028, a atteint 100 milliards de dollars américains, soit près de 88 milliards d'euros (contributions des donateurs et leviers financiers)³, comparés aux 93 milliards de dollars mobilisés pour l'AID-20. Il s'agit du montant le plus important de l'histoire de l'AID, dans un contexte mondial marqué par les crises de la dette, l'incertitude économique et les chocs climatiques.

Dans ce contexte, le Projet sous avis a pour objet d'approuver la participation du Luxembourg à hauteur de 75.950.000 euros, soit 0,21% des contributions directes des Etats donateurs (environ 32 milliards d'euros)⁴ : quote-part stable depuis l'AID-19 et cohérent avec la volonté du Grand-Duché de maintenir sa « contribution active à l'effort collectif international visant à éradiquer l'extrême pauvreté et à promouvoir un développement durable et inclusif, conformément aux engagements internationaux et nationaux », selon l'exposé des motifs. De fait, le Luxembourg figure parmi les pays les plus actifs des pays de l'OCDE dans ce domaine, allouant 1% de son revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement. Le fait de dépasser régulièrement l'objectif de 0,7% du RNB⁵ témoigne de la fiabilité du Luxembourg au regard de ses engagements internationaux. Outre la solidarité entre les peuples, l'engagement du Grand-Duché en faveur des régions les plus pauvres de la planète constitue un atout certain pour son rayonnement international et renforce son image positive vis-à-vis de ses partenaires.

La Chambre de Commerce accueille favorablement la poursuite de l'engagement du pays en faveur de cette institution multilatérale de développement. Elle invite néanmoins les auteurs à compléter la fiche financière annexée au Projet par un échéancier détaillé des décaissements annuels – comme cela a été fait dans le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'AID – sur la période de sept ans (comme indiqué dans la fiche financière). Ces informations complémentaires permettront de mieux apprécier l'impact annuel sur les finances publiques et d'assurer la cohérence de cet engagement avec les trajectoires budgétaires futures, d'autant plus que la contribution du Luxembourg affiche une hausse non négligeable de 24% entre l'AID20 et l'AID21, celle-ci passant de 61,21 millions d'euros à 75,95 millions d'euros.

² Ces crédits octroyés à des conditions concessionnelles ont un intérêt très faible ou nul et les remboursements sont étalés sur 25 à 60 ans.

³ World Bank Group, [Historical Milestone: IDA21 Unlocks \\$100 Billion for Global Development](#) (13 March 2025).

⁴ Le pourcentage de 0,21% ne s'applique pas aux 88 milliards d'euros totaux, mais à l'enveloppe des contributions des Etats donateurs, distincte du montant total mobilisé par l'AID grâce à un effet de levier (emprunts sur les marchés par exemple).

⁵ Objectif fixé par les pays développés dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1970.

*

*

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

PSI/DJI

20260717_AccordDispenseSecondVote



N° CE : 62.571
Doc. parl. : n° 8751

LE CONSEIL D'ÉTAT,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 15 juillet 2026 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

Projet de loi

portant approbation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 15 juillet 2026 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 30 juin 2026 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 78, paragraphe 4, de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 12 votants, le 17 juillet 2026.

Pour le Secrétaire général,
L'Attaché,

s. Ben Segalla

Le Président,

s. Marc Thewes